

DES ÉCONOMIES ÉMERGENTES OU DES MARCHÉS ÉMERGENTS: LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE AVEC OU SANS LA DÉMOCRATIE

Jean-Louis Thiébault

De Boeck Supérieur | *Revue internationale de politique comparée*

2011/1 - Vol. 18
pages 9 52

ISSN 1370-0731

Article disponible en ligne l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2011-1-page-9.htm>

Pour citer cet article :

Thiébault Jean-Louis, Des économies émergentes ou des marchés émergents : le développement économique avec ou sans la démocratie,
Revue internationale de politique comparée, 2011/1 Vol. 18, p. 9-52. DOI : 10.3917/ripc.181.0009

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DES ÉCONOMIES ÉMERGENTES OU DES MARCHÉS ÉMERGENTS : LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE AVEC OU SANS LA DÉMOCRATIE

Jean-Louis THIÉBAULT

Introduction

Cet article propose une introduction à une analyse politique comparative des pays émergents. Pour cela, nous avons sélectionné un groupe de pays susceptibles de répondre à l'appellation de pays émergents : Chine, Corée du Sud, Hong Kong, Inde, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou, Venezuela, Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Égypte, Russie, Turquie. En fait, on a beaucoup parlé d'économies émergentes ou de marchés émergents, ou des performances économiques des BRICs, car l'éveil des pays émergents a d'abord été économique. Mais l'analyse politique montre que la réussite économique mesurée par de forts taux de croissance économique, par l'accent mis sur l'ouverture internationale, avec la multiplication des exportations et l'accueil privilégié réservé aux investissements directs à l'étranger, n'a pas conduit nécessairement à une réussite comparable dans le domaine politique. Dans beaucoup de pays émergents, des processus de transition ont conduit à un renforcement des institutions démocratiques, à la tenue d'élections libres et sincères, et au renforcement de l'État de droit. Mais ce processus de transition n'a pas été mis en œuvre partout. Des leaders politiques refusent les institutions démocratiques. Ce refus est total ou partiel. Mais il a des conséquences politiques importantes, qui ont conduit certains à parler de retour des « autocraties ». Une évolution de ce type existe, mais elle demeure minoritaire. Dans beaucoup de pays émergents, la démocratie s'est renforcée.

Jusqu'aux années 1980, il était possible de dire que la plupart des pays en développement avaient certains traits politiques communs. Ces derniers comprenaient une tendance à l'autoritarisme, qu'il soit basé sur l'armée ou sur un parti unique, ainsi qu'à l'instabilité politique ou sociale, et aux conflits internes. Plus récemment, des différences politiques sont devenues

beaucoup plus apparentes. Beaucoup de pays en forte croissance économique ont été touchés par la troisième vague de démocratisation décrite par Samuel Huntington¹. En fait, cette tendance à la démocratisation corroborait la thèse, défendue par Lipset en 1959, que l'accès à un certain niveau de développement économique conditionne l'accès à la démocratie libérale de type classique. Il est très intéressant de noter que beaucoup de pays émergents sont devenus des démocraties. L'exemple de Taïwan² vient corroborer cette tendance. Mais nous aurions pu ajouter d'autres exemples (Corée du Sud, Inde, Indonésie, Brésil, Chili, Mexique, Afrique du Sud, Turquie). Leur réussite va à l'encontre de tous ceux qui se montrent pessimistes, parce qu'ils constatent un recul des progrès de la démocratie. Mais ce recul touche davantage les pays en développement que les pays émergents³. Les progrès de la démocratie en Indonésie, en Turquie, ou en Afrique du Sud sont réconfortants. Pourtant, certains d'entre eux sont encore dans la phase difficile de consolidation de la démocratie. En effet, dans certains de ces pays émergents démocratiques, des contextes de crise économique profonde ou de conflits religieux ou ethniques peuvent ralentir le processus de transition vers la démocratie. Dans ce cas, la réussite de ce processus de consolidation de la démocratie est donc souvent ralentie. L'Argentine est un bon exemple de ce ralentissement du processus de transition⁴. Mais dans l'ensemble, tous ces pays ont adopté le modèle de développement économique et d'économie de marché avec la démocratie.

En revanche, certains pays émergents ont remis en cause le processus de transition vers la démocratie. D'autres préfèrent sauvegarder leurs régimes autoritaires. Car ils pensent que la démocratie n'est pas indispensable au développement économique et à l'économie de marché. C'est le modèle chinois. La Chine fait une place progressive au secteur privé, mais laisse la démocratie en dehors de son système politique. Le modèle chinois de développement économique et d'économie de marché sans démocratie nous conduit à une interrogation sur une autre face du développement politique des pays émergents et sur l'influence de leur modèle autocratique sur d'autres pays émergents ou en développement.

Le développement économique avec la démocratie

La réussite de ce processus de transition vers la démocratie s'explique d'abord par la forte croissance économique de ces pays émergents démocratiques.

1. HUNTINGTON S., *The Third Wave. Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991, 366 p.

2. Voir l'article de Barthélémy Courmont dans ce numéro.

3. Freedom House, *Freedom in the world 2011 : The Authoritarian Challenge to Democracy*, janvier 2011 ; PUDDINGTON A., « The erosion accelerates », *Journal of Democracy*, vol. 21, n°2, 2010, p. 136-150.

4. Voir l'article de Graciela Ducatenzeiler et Victoria Itzcovitz dans ce numéro.

tiques. Mais d'autres facteurs (essentiellement politiques) expliquent aussi la réussite de ce processus de transition.

L'impact de la croissance économique

La réussite du processus de transition vers la démocratie s'explique d'abord par la forte croissance enregistrée par beaucoup de ces pays émergents. Il est habituel d'associer la réussite du processus de transition vers la démocratie avec un degré relativement élevé de développement économique et de développement humain. La réussite de l'économie de marché est considérée comme étant le meilleur moyen de produire des richesses, mais aussi de favoriser le développement d'un régime démocratique. Dès 1959, Seymour Martin Lipset publiait un article⁵, dans lequel il examinait la relation entre le développement socio-économique et la concurrence politique. Les approches développementalistes des années 1960 ont également insisté sur l'existence d'un rapport causal entre la croissance économique et le processus de construction d'un régime démocratique. À l'appui de la thèse qui affirme le parallélisme du développement socio-économique et de la construction d'un régime démocratique, trois types d'arguments sont avancés. Le développement socio-économique était susceptible de procurer trois conditions indispensables au jeu démocratique : la diminution des conflits, la redistribution des ressources politiques et la diffusion de l'éducation et de la culture. En 1988, Diamond, Linz et Lipset affirmaient que les pays les plus avancés dans leur développement capitaliste (taille du marché, secteur de l'économie, autonomie de leur classe entrepreneuriale) sont aussi ceux qui sont les plus exposés à des pressions pour la démocratie⁶. Le développement économique est, la plupart du temps, mesuré à partir de la croissance économique du pays, mesuré en pourcentage du PIB). En 2010, la croissance économique a été forte dans les pays émergents démocratiques : Taiwan (9 %), Inde (8,4 %), Argentine (8,3 %), Pérou (7,7 %), Brésil (7,5 %), Turquie (6,5 %), Corée du Sud (6,5 %), Indonésie (5,9 %), Chili (4,8 %), Mexique (4,7 %), Colombie (4,4 %) et enfin la plus faible, Afrique du Sud (2,8 %). Les nombreuses études de l'impact du développement économique sur le changement politique continuent à suggérer un lien robuste entre les niveaux croissants de bien-être économique et le développement des régimes démocratiques, et entre les structures sociales changeantes et l'émergence de la compétition politique.

5. LIPSET S.M., « Some Social Requisites of Democracy : Economic Development and Political Legitimacy », *American Political Science Review*, vol. 53, 1959, p. 69-105.

6. DIAMOND L., LINZ J.J., LIPSET S.M., (eds.), *Politics in Developing Countries. Comparing Experiences with Democracy*, Boulder, Col. Lynne Rienner, 1990.

Il existe des exemples récents de transition démocratique dans plusieurs sociétés à croissance rapide de l'Asie de l'Est (Corée du Sud et Taiwan) et d'Amérique du Sud (Chili). En Corée du Sud, le modèle de développement économique à base d'État a survécu à Park Chung Hee et a plus ou moins continué dans les années 1980. Avec le temps, des réformes libérales sont intervenues, d'abord dans le domaine économique, puis dans le cadre d'une transition vers la démocratie, enfin à nouveau dans le domaine économique. L'histoire du développement économique de la Corée du Sud est celle d'une démocratie « illibérale », d'une économie dirigée par l'État et d'une croissance économique forte⁷. Le développement économique miraculeux de la Corée du Sud a facilité la fin du gouvernement autoritaire avec la tenue d'une élection présidentielle libre et honnête en décembre 1987 et le lancement de réformes des institutions pendant la présidence de Roh Tae-woo (25 février 1988-25 février 1993). Toutefois, le facteur économique n'est pas le seul à expliquer la réussite du processus de transition vers la démocratie. La pression diplomatique des États-Unis est un facteur souvent oublié pour expliquer la transition rapide vers la démocratie⁸. Taiwan, étudiée par Barthélémy Courmont dans ce numéro, est un autre exemple de réussite de la transition vers la démocratie dans une de ces sociétés à croissance rapide de l'Asie de l'Est. Le changement démocratique a débuté durant le mandat du président Chiang Ching-Kuo (mai 1978-janvier 1988), qui a consenti à poursuivre une réforme politique à la fin de l'été de 1986. Le Chili est un autre exemple de réussite de la transition démocratique dans une économie à croissance rapide. Le retour de la croissance rapide (+7 %) au milieu des années 1980 allait faciliter la transition vers la démocratie. Certes, la proximité et la connivence entretenues par les responsables économiques avec la dictature ont pesé sur tous les gouvernements de la Concertation après le départ du général Pinochet en 1990. Pour assurer la stabilité, ces gouvernements démocratiques ont pris garde à ce que le patronat chilien, sceptique à l'égard de la démocratie et farouchement opposé à la gauche, ne soit pas mécontenté. Le modèle économique mis en place par la dictature n'a pas été remis en question. Les gouvernements de la Concertation n'ont touché en rien aux grandes orientations du régime antérieur. Les privatisations ont été maintenues, et même poursuivies dans les infrastructures. La fiscalité est restée parmi les plus légères du continent. Le nouveau système de retraite par capitalisation individuelle, qui laisse sans couverture une importante partie de la population dans un pays de fortes inégalités, est resté en vigueur, de même que la législation du travail qui limite le droit de grève et la syndicalisation. Des réformes n'ont été introduites que très graduelle-

7. KOHLI A., *State-Directed Development. Political Power and Industrialization in the Global Periphery*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

8. DIAMOND L., BYUNG-KOOK K., (ed.), *Consolidating Democracy in South Korea*, Boulder, Col., Lynne Rienner, 2000.

ment. La démocratie était sous tutelle, non seulement en raison du rôle institutionnel de l'ex-dictateur ou des fonctions dévolues aux militaires, mais parce que la partie la plus puissante, la plus influente de la bourgeoisie, celle qui détenait en particulier tous les médias, considérait que la dictature a été une réussite pour le Chili. Il y avait consensus parmi les élites, y compris à gauche, sur le bien-fondé de la transformation économique entreprise sous la dictature. Le retrait de l'État, la dérégulation de l'économie, la promotion des exportations non traditionnelles ont permis le décollage du Chili. La croissance a, en quelque sorte, légitimé l'État policier. Pinochet a été considéré comme un grand modernisateur, voire « le créateur du Chili moderne »⁹.

La réussite de ce processus de consolidation de la démocratie dans ces pays émergents s'explique d'abord par la croissance économique. Il faut cependant souligner que le processus de transition peut même se développer dans des contextes de crise économique profonde. L'analyse rétrospective de certains processus de transition latino-américains est venue mettre en évidence le paradoxe de transitions vers la démocratie malgré des contextes de profondes crises économiques. Le cas de l'Argentine, étudiée par Graciela Ducatenzeiler et Victoria Itzcovitz dans ce numéro, est exemplaire : dans les années 1930, c'est un pays prospère, mais qui a échoué dans ses tentatives de stabilisation démocratique jusqu'en 1983. En Argentine, le processus de consolidation de la démocratie s'est avéré fragile, parce qu'elle a subi une crise économique et financière particulièrement violente au début des années 2000. Le processus de mondialisation financière a conduit à la multiplication des transactions financières entre les pays, ainsi qu'à la mise en œuvre de réformes institutionnelles et juridiques, pour libéraliser et déréglementer les mouvements internationaux de capitaux, ainsi que les systèmes financiers. La croissance de cette intégration financière a touché les principales économies d'Asie et d'Amérique latine. Les pays fortement endettés avaient besoin de ressources pour refinancer leurs dettes. Cette situation a touché des pays comme le Brésil et surtout l'Argentine. À la fin de 2002, l'Argentine manquait à ses obligations de paiement. Elle est alors entrée dans une phase d'effondrement bancaire, de défaut sur la dette extérieure et de détresse sociale¹⁰. Pendant tout le 20^e siècle, l'Argentine a été considérée comme le principal pays avec une absence d'achèvement de la consolidation démocratique. Malgré un haut niveau de richesse et d'éducation, une classe moyenne importante, une structure sociale relativement égalitaire et une société civile développée, les gouvernements civils se sont

9. ROUQUIÉ A., *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris, Albin Michel, 2010, p. 145-146.

10. SGARD J., « Le principal, l'agent et l'évaluateur : comment expliquer l'échec du FMI en Argentine ? », *Critique Internationale*, n°27, 2005. Pour une revue de la littérature économique sur la crise argentine, cf. SGARD J., « Ce qu'on en dit après : le 'currency board' argentin et sa fin tragique », *Revue d'Économie Financière*, vol. 75, 2004, p. 129-152.

effondrés de façon répétée entre 1930 et 1976¹¹. Comme Przeworski et Limongi l'ont montré, l'Argentine était même le pays le plus riche à avoir souffert d'un effondrement de la démocratie¹².

L'impact des facteurs politiques

Pour dire que certains pays émergents sont démocratiques, nous nous basons sur certains facteurs politiques. Parmi ces facteurs politiques d'explication de la réussite du processus de transition vers la démocratie, nous avons retenu le facteur colonial et l'héritage du colonisateur, la tenue d'élections libres et honnêtes, la fin des conflits politiques et la mise en œuvre de solutions consensuelles, la pratique de l'alternance, la fin des interventions de l'armée, le recul du populisme, et la lutte contre la corruption.

L'influence du passé colonial

Le passé colonial explique pour beaucoup les réussites, comme les difficultés, qu'ont connues les pays émergents après l'indépendance. L'héritage colonial britannique a eu un impact très net sur l'apprentissage de la démocratie en Inde. Dès la fin du 19^e siècle, les Britanniques ont délégué certaines responsabilités aux provinces, ancêtres des États fédérés actuels. Les réformes constitutionnelles de 1919 (*Government of India Act*) et de 1935 ont doté les provinces d'un véritable parlementarisme régional, avec de petits parlements élus par environ 1/10^e de la population et devant lesquels des gouvernements composés d'Indiens étaient responsables. À partir de 1937, le parti du Congrès, qui réclamait l'indépendance, joua le jeu de ce parlementarisme régional et prit le contrôle des principales provinces. Il basa sa lutte non pas sur une mobilisation révolutionnaire des paysans et des ouvriers sur des lignes de classe, mais plutôt sur un programme qui combinait l'agitation pour l'autodétermination par une participation institutionnelle et un mouvement de masse basé sur une non-coopération non-violente avec les Britanniques. Le mouvement était constitutionnaliste et libéral par nature. L'indépendance a signifié un transfert du pouvoir des dirigeants britanniques à la même élite qui était sur le devant de la lutte nationale. Le 15 août 1947, l'Inde est devenue libre après 150 ans de « raj », le gouvernement colonial britannique¹³.

11. LEVITSKY S., « The 'Normalization' of Argentine Politics », *Journal of Democracy*, vol. 11, n°2, 2000, p. 56-69 ; LEVITSKY S., MURILLO M.V., (ed.), *Argentine Democracy : The Politics of Institutional Weakness*, University Park, Penn State University Press, 2005.

12. PRZEWORSKI A., LIMONGI F., « Modernization : Theory and facts », *World Politics*, vol. 49, n°2, 1997, p. 155-183.

13. JAFFRELOT C., *La démocratie en Inde. Religion, caste et politique*, Paris, Fayard, 1998.

Le cas brésilien est différent. L'échec de la création d'un système politique démocratique, moderne et centralisé a été en partie le résultat de l'héritage politique du modèle décentralisé du gouvernement colonial. Cet échec a été plus tard renforcé par le gouvernement des oligarques agraires, dont les intérêts économiques étaient bien servis par un régime politique fragmenté. Le Brésil a été une colonie du Portugal pendant presque trois siècles et il n'est devenu un État souverain qu'au début du 19^e siècle. Il faut dire aussi que le Portugal avait colonisé le Brésil principalement avec d'autres objectifs politiques¹⁴. Il y a donc eu une large négligence de la construction d'un système politique démocratique au Brésil. Le pouvoir et la richesse étaient fortement concentrés dans les mains d'élites locales, mais dispersées. Des élites locales se partageaient pouvoirs économique, militaire et politique.

Il n'y a pas que l'impact des structures politiques du colonialisme qui ait été important, car l'impact des structures sociales du colonialisme a également été très fort. En Amérique latine, après l'indépendance, les structures sociales issues de la colonisation ont persisté. La survivance durable et grosse de conséquences des structures sociales léguées par la colonisation fut l'existence de grands domaines, où prévalaient des relations de patronage et de clientèle¹⁵. Après l'indépendance, les structures sociales héritées de l'époque coloniale se sont maintenues en donnant naissance au phénomène politique de caciquisme. Le développement du caciquisme aboutit au caudillisme qui fut, pendant plus d'un siècle, le phénomène politique le plus marquant de tous les États d'Amérique Latine. Le caciquisme rural de l'Amérique espagnole et le coronélisme au Brésil furent les phénomènes de base de la vie politique de l'Amérique Latine au 19^e siècle¹⁶.

La tenue d'élections libres et honnêtes

Les pays émergents démocratiques réussissent à pratiquer des élections libres et honnêtes. Elles sont libres, parce qu'elles sont pluralistes. Pour cela, ils ont adopté de nombreuses mesures, même si elles restent souvent trop inefficaces, pour que les processus d'élection des présidents et des parlementaires soient transparents. Les parlements de ces pays ont adopté des législations sur le financement des partis politiques, sur les campagnes électorales et sur l'accès aux médias. Ils ont mis en place des règles sur les plafonds de contribution ou de dépenses, ainsi que sur le financement public.

14. Pour des détails sur la colonisation portugaise au Brésil, voir SKIDMORE T., SMITH P., *Modern Latin America*, 4th ed, NY, Oxford, Oxford UP, 1997, chap. 1, 2, and 5.

15. CHEVALIER F., *La formation des grands domaines au Mexique. Terre et société, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles*, Paris, Karthala, nouvelle édition 2006, 536 p ; MONBEIG P., *Pionniers et planteurs de Sao Paulo*, Paris, Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, n°28, 1952, 376 p.

16. MICHONNEAU S., « Clientélisme, caciquisme, caudillisme », *Genèses*, n°62, 1/2006, p. 2-4.

Dans la plupart des cas, il incombe à des organismes électoraux d'appliquer la loi régissant le financement public. Mais ces organismes sont désavantagés par le manque de ressources humaines, technologiques et financières. Cette déficience est souvent le résultat d'une faible volonté politique. La seule exception importante est l'Institut Électoral Fédéral du Mexique, qui dispose d'une forte autonomie administrative et juridique. Les élections des pays émergents démocratiques sont honnêtes parce qu'il existe une organisation administrative fiable de comptage des votes, une institution quasi-judiciaire chargée de trancher les conflits électoraux et de rendre des décisions susceptibles d'être acceptées par tous les partis ou tous les candidats ou de prendre des sanctions. Dans les pays émergents démocratiques, la fraude électorale est réduite. Mais des traces subsistent dans certains États. L'un des exemples les plus frappants de cette évolution de certains pays émergents vers des élections libres est l'Inde. Elle se présente volontiers comme la plus grande démocratie du monde, en arguant d'abord de sa pratique électorale. De fait, elle organise des élections libres au suffrage universel à intervalles réguliers depuis qu'elle a accédé à l'indépendance en 1947¹⁷. En un demi-siècle, les Indiens ont voté à de nombreuses reprises lors d'élections générales et se sont donc peu à peu familiarisés avec la compétition démocratique. Les électeurs inscrits étaient de 670 millions en 2004, année où 389 millions d'entre eux ont exercé leur droit de vote. L'élection est un moment clé de la vie démocratique en Inde.

La mise en œuvre d'accords négociés et de solutions consensuelles

La transition vers de la démocratie a bien réussi dans certains pays émergents en raison de la mise en œuvre d'accords négociés et de solutions consensuelles, comme le montrent les exemples du Chili et du Brésil. Au Chili, il y a une longue tradition de compromis, rompue au début des années 1970. Le retour du Chili à la démocratie n'est intervenu qu'en 1990 après dix-sept ans de gouvernement militaire sous la direction du général Pinochet. C'est seulement en 1990, à la suite d'un référendum-plébiscite, dans lequel les Chiliens ont appelé à la fin de la dictature militaire, que le général Pinochet a été forcé de partager le pouvoir avec une coalition de socialistes et de chrétiens-démocrates. En introduisant une nouvelle division partisane selon les lignes de soutien ou de rejet du gouvernement militaire, la coalition a réduit les sources traditionnelles de conflit entre les partis, contribuant à la diminution de la distance idéologique entre eux. Ce changement dans le paysage politique chilien a puissamment renforcé la capacité du gouvernement démocratique à poursuivre une stratégie de pactes et d'accords (*acuerdos*)

17. JAFFRELOT C., *La démocratie en Inde. Religion, caste et politique*, Paris, Fayard, 1998.

conduisant à des politiques économiques réussies¹⁸. Quant au Brésil, il a connu une dictature militaire stable et bien établie pour plus de deux décennies (1964-1985), qui illustre de façon poignante la difficulté d'établir une démocratie de masse dans un pays avec de grandes inégalités. Mais depuis les années 1990, le Brésil est un cas surprenant de succès de démocratisation. Dans les années finales du régime autoritaire, les militaires ont négocié une série d'accords politiques qui ont tracé le chemin vers un transfert du pouvoir en douceur et un régime démocratique. De plus, après la mort du président élu Tancredo Neves, le vice-président José Sarney est devenu président en mars 1985. Le fait qu'il était l'ancien président du parti pro-militaire a rendu la re-démocratisation quelque peu plus facile pour les opposants de longue date de l'autoritarisme¹⁹.

L'alternance des forces démocratiques au pouvoir

La réussite de la transition dans les pays émergents démocratiques a aussi été le résultat de l'alternance des forces politiques au pouvoir. La consolidation démocratique implique aussi qu'un régime politique puisse résister au test de « la première alternance au pouvoir », tout comme celui, plus exigeant, de « la seconde alternance au pouvoir ». Ce test mesure la capacité des acteurs politiques à accepter la démocratie, non seulement comme une route vers le pouvoir, mais comme « un système où les partis perdent les élections »²⁰. Ce test peut servir de moment crucial qui provoque et révèle la consolidation de la démocratie. C'est lorsque ce test est passé et que la démocratie existe toujours, que l'on peut appliquer la logique de mise à l'épreuve et évaluer empiriquement l'impact de ce test sur les perspectives de survie de la démocratie²¹. Quelques cas illustrent cette importance de l'alternance. Au Mexique, le 2 juillet 2000, pour la première fois depuis 71 ans, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) perdait la présidence au profit du candidat du parti d'Action Nationale (PAN), Vicente Fox Quesada. En infligeant une véritable déroute au candidat du PRI, Francisco Labastida Ochoa (43 % contre 36 %), Fox a effacé la domination absolue du PRI sur la vie politique mexicaine, une hégémonie nourrie de fraude et de corruption, qui avait fait du Mexique une sorte de « dictature parfaite »,

18. SCULLY T.R., « The Political Underpinnings of Economic Liberalization in Chile », *Kellogg Institute Working Paper*, n°211, University of Notre-Dame, juillet 1994 ; RABKIN R., « Redemocratization, Electoral Engineering, and Party Strategies in Chile, 1989-1995 », *Comparative Political Studies*, vol. 29, n°3, 1996, p. 335-356 ; SIAVELIS P.M., « Coalitions, voters and party transformation in post-authoritarian Chile », *Government and Opposition*, vol. 37, n°1, 2002, p. 76-105.

19. ROUQUIÉ A., *Le Brésil au XXI^e siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006.

20. PRZEWORSKI A., *Democracy and the Market : Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge, Cambridge UP, 1991.

21. SCHEDLER A., « Comment observer la consolidation démocratique ? », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 8, n°2, 2001, p. 225-244.

selon l'écrivain Mario Vargas Llosa²². Au Brésil, c'est l'élection de Tancredo Neves, un démocrate modéré, à la présidence en janvier 1985, qui a constitué la première alternance démocratique après la fin du régime militaire. Mais c'est d'abord l'élection de Fernando Henrique Cardoso, ancien exilé et opposant démocrate, en octobre 1994, dès le premier tour, avec plus de 52 % des suffrages, puis surtout celle de Luiz Inacio « Lula » da Silva en 2002, qui ont représenté les tests de la « seconde alternance »²³.

La fin des interventions militaires

La réussite du processus de transition dans les pays émergents démocratiques est aussi le résultat de la fin des interventions militaires dans ces pays. Pourtant, beaucoup d'entre eux disposaient d'une longue tradition de ces interventions. Ils ont connu la multiplication des coups d'État militaires et la présence plus ou moins longue de dictatures militaires. L'armée a profité de l'instabilité politique chronique de beaucoup de ces pays pour installer des dictatures d'une durée plus ou moins longue (l'Argentine de 1976 à 1984, le Brésil de 1964 à 1985, le Chili de 1973 à 1990, la Turquie, la Corée du Sud et l'Indonésie). La restauration du régime démocratique s'est souvent faite dans un cadre contraignant imposé par le régime militaire. Le Chili est le meilleur exemple de ce type de « démocratie protégée ». Les forces démocratiques qui ont gouverné à partir de 1990 avaient pour priorité d'empêcher toute « régression autoritaire ». Pour cela, elles se sont efforcées de réduire les tensions, d'éviter les conflits et de ne rien faire qui puisse conduire au retour de l'autoritarisme. De fait, la constitution de 1980, renégociée à la marge avec les forces politiques en 1989, conférait d'énormes prérogatives aux forces armées. L'amnistie décrétée par le général Pinochet assurait l'impunité aux dirigeants de la dictature. Ce n'est qu'en 2005 que certaines des « enclaves dictatoriales » ont été supprimées. Finalement, ce n'est qu'au terme de quinze années de gouvernement démocratique que la transition chilienne est parvenue à son terme, sans que pour autant l'héritage de la dictature ait été répudié²⁴. Le Brésil a connu, lui aussi, une transition négociée. Mais la transition y est encore mieux maîtrisée. Elle est l'aboutissement sans heurts d'une stratégie de libéralisation graduelle prévue par les autorités militaires. L'interminable transition a duré près de dix ans. Mais le régime et l'opposition n'ont pas fermé le jeu. Cette transition ne prendra fin qu'en 1985. Le régime militaire souhaitait être seul juge des progrès de

22. DOMINGUEZ J.I., LAWSON C., (ed.), *Mexico's pivotal democratic election : Candidates, voters and the presidential race of 2000*, Stanford and La Jolla, California, University of Stanford Press and Centre for Us-Mexican Studies of the University of California at San Diego, 2003.

23. ROUQUIÉ A., *Le Brésil au XXI^e siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006.

24. ROUQUIÉ A., *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris, Albin Michel, 2010, p. 146.

l'ouverture pour éviter toute rupture avec sa base militaire²⁵. La transition turque de 1983 apparaît presque comme un bon exemple du degré auquel un régime militaire sur le départ peut négocier les conditions de son départ. Presque vingt ans après la transition, néanmoins, un degré significatif de civilianisation semble être intervenu. Quelques-uns des héritages du régime militaire ont été supprimés par des amendements constitutionnels. Il y a eu un désengagement relativement régulier de l'armée de la politique dans la période postérieure à 1983, avec un degré satisfaisant de contrôle civil sur l'armée. Mais le comportement des militaires durant la crise de 1997 suggère qu'elle se voit toujours dans un rôle de gardien contre les menaces sur ses valeurs, comme l'indivisibilité de l'État et son caractère laïque. Dès le début du gouvernement de coalition dirigé par le leader du parti islamiste *Welfare Party* (28 juin 1996), l'armée n'a pas vu la participation du parti islamiste au gouvernement avec sympathie. Elle a été alarmée par certaines actions du premier ministre Erdogan. Des événements ont conduit à une réunion dramatique du Conseil National de Sécurité le 28 février 1997. À la suite d'une période de tension et une pression croissante par les militaires, Erdogan finalement démissionna le 18 juin 1997. Les événements ont démontré les limites de la tolérance des militaires pour le leadership civil²⁶. En Corée du Sud, le processus de transition démocratique s'est traduit par une sorte de compromis (un compromis par défaut), vers une démocratisation limitée initiée par les forces d'opposition, mais assurée par le pouvoir militaire. Après son inauguration en février 1988, Roh Tae Woo a consolidé son emprise sur l'armée par une série de changements dans les positions importantes. L'armée avait moins d'inclination pour une intervention politique, mais elle restait encore une force puissante dans la vie politique sud-coréenne. Il était difficile de considérer le gouvernement Roh Tae Woo (1988-1993) comme étant authentiquement civil. Mais, en même temps, il pouvait difficilement être décrit comme un régime militaire. La vie politique en Corée du Sud était désormais gérée par une sorte de procédure démocratique libérale conduite par des civils. Il se trouvait quelque part entre militaire-autoritaire et civil-démocratique²⁷.

La transformation des systèmes de parti

Les systèmes de parti des pays émergents démocratiques se sont progressivement transformés. Les partis dominants y sont en déclin. Ils sont obligés d'entrer en compétition avec d'autres formations et parfois de s'allier avec certaines d'entre elles pour gouverner. Un multipartisme, le plus souvent

25. ROUQUIÉ A., *Le Brésil au XXI^e siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006, p. 198.

26. ÖZBUDUN E., *Contemporary Turkish Politics. Challenges to Democratic Consolidation*, Boulder, Lynne Rienner, 2000.

27. YUNG-MYUNG K., « Patterns of Military Rule and Prospects for Democracy in South Korea », *Australian National University Press*, 2004, chapitre 8.

intégral, est apparu. Ce multipartisme a conduit à la formation d'alliances et de coalitions gouvernementales. Mais il est resté fragile en raison du trop grand nombre de partis politiques, d'un degré de polarisation souvent très fort, du faible niveau d'institutionnalisation et d'un faible degré de nationalisation. Le déclin des partis dominants dans les pays émergents démocratiques a été expliqué par l'usure du pouvoir, mais aussi par le mouvement de démocratisation qui permettait la création de nouveaux partis politiques et qui libérait les élections. De nombreux exemples de ce déclin ont brisé la structuration traditionnelle du système de partis autour du parti dominant²⁸. En Corée du Sud, c'est le cas du Grand Party National (*Grand National Party*, GNP). Ce parti a été fondé en 1997, mais il est le résultat d'une longue histoire des partis conservateurs sud-coréens²⁹. À Taïwan, le Kuomintang représente un autre exemple de déclin du parti au pouvoir. Il faut cependant noter que le Kuomintang n'était pas un parti dominant. Taiwan a connu, en effet, un régime de parti unique, dans la mesure où il était le seul parti autorisé sur l'île jusqu'en 1986. Le Kuomintang, créé par Sun Yat-sen, a occupé le gouvernement central de la République de Chine à partir de 1928 jusqu'à la prise du pouvoir par les communistes en 1949. Ce parti, dirigé par le général Tchang Kai-chek, a ensuite exercé un plein contrôle sur l'île de Taïwan, placée sous un régime de loi martiale (du 19 mai 1949 au 17 octobre 1987). Ce n'est que dans les années 1980 et 1990, après la mort de Tchang Kai-chek que Taiwan s'est démocratisé peu à peu. En 2000, le Kuomintang a dû laisser le pouvoir à l'opposition, représentée essentiellement par le Parti Démocrate Progressiste³⁰. Un autre exemple de parti dominant en déclin est fourni par le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) au Mexique. Le PRI est né en 1929. Sous différentes dénominations, le PRI a donc dirigé le Mexique pendant plus de soixante-dix ans. Un clientélisme d'État a permis d'organiser le consensus et de museler l'agitation sociale et la contestation politique. Mais c'est la fraude électorale avec la manipulation des électeurs, des votes ou des résultats du scrutin qui était au cœur de ce système. Ce parti dominant, vainqueur de compétitions électorales plus rituelles que disputées a progressivement décliné. Il a perdu son hégémonie en 2000³¹. Le Congrès National Indien a joué également un rôle dominant

28. SOLINGER D.J., « Ending one-Party Dominance : Korea, Taiwan, Mexico », *Journal of Democracy*, vol. 12, n°1, 2001, p. 30-42.

29. HEO U., STOCKTON H., « The Impact of Democratic transition on Elections and Parties in South Korea », *Party Politics*, vol. 11, n°6, 2005, p. 674-688.

30. CHENG T.-J., « Strategizing Party Adaptation. The case of Kuomintang », *Party Politics*, vol. 12, n°3, 2006, p. 367-394 ; TAN A.C., « The Transformation of the Kuomintang Party in Taiwan », *Democratization*, vol. 9, 2002, p. 149-164.

31. MAGALONI B., « The Demise of Mexico's One-Party Dominant Regime : Elite Choices and the Masses in the Establishment of Democracy », in MAINWARING S., HAGOPIAN F., (ed.), *The Third Wave of Democratization in Latin America : Advances and Setbacks*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 ; GREENE K., *Why Dominant Parties Lose : Mexico's Democratization in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

dans la vie électorale politique indienne. Une confusion a même existé entre la démocratie indienne et le « système congressiste », pendant près de trois décennies. C'était l'âge d'or du Congrès et de la démocratie conservatrice. Un système de multipartisme s'est développé en Inde à mesure que les courants « extrêmes » du Congrès se sont constitués en partis³².

Le recul du populisme

La réussite de certains pays émergents s'explique par le recul du populisme. Bien que le populisme soit apparu dans de nombreuses régions du monde, il a laissé une empreinte indélébile dans le paysage politique de l'Amérique latine. Des leaders comme Getulio Vargas au Brésil et Juan Peron en Argentine sont virtuellement synonymes de populisme, avec des images de leaders charismatiques qui remuent les foules, défient les élites traditionnelles et affirment une indépendance nationale dans l'arène internationale³³. Au milieu des années 1990, de nouvelles formes de leadership populiste sont apparues. La combinaison de la crise économique et des réformes du marché a affaibli les partis de masse et les organisations ouvrières de la période de l'industrialisation par substitution aux importations (ISI), ouvrant un espace politique pour des *outsiders* et des figures populistes d'appeler directement les éléments inorganisés de la masse. Initialement, plusieurs de ces figures (Fujimori au Pérou, Carlos Menem en Argentine et Fernando Collor au Brésil) ont couplé des styles de leadership populiste avec des programmes néolibéraux³⁴. Des partis populistes historiques avec un leadership populiste nouveau ou revigoré sont même réapparus. Le modèle a connu une nouvelle ascension politique en Argentine, où Nestor Kirchner a fait revivre les traditions populistes du péronisme, en plaçant à nouveau le parti justicialiste au pouvoir³⁵. Nestor Kirchner a éloigné ses rivaux pour consolider un fort degré de contrôle personnel sur la vaste et divisée machine partisane du péronisme et, en même temps, il a poussé le parti au moins partiellement vers ses racines nationalistes et étatiques en signant la fin financière de l'expérience néo-libérale. La crise financière et la sévère récession de 2001-2002 ont déclenché un mouvement massif de protestation sociale qui renversa le gouvernement du parti radical conduit par Fernando de la Rúa et ont dévasté le côté non-péroniste du système de partis. La crise a rendu possible une réaffirmation de l'hégémonie politique péroniste quand, d'abord, Eduardo Duhalde, puis Nestor

32. RAJEEV GOWDA M.V., SRIDHARAN E., « Parties and the Party System, 1947-2006 », in GANGULY S., DIAMOND L., PLATTNER M.F., *The State of India's Democracy*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2007.

33. ROBERTS K.M. , « Latin America's Populist Revival », *The SAIS Review of International Affairs*, vol. 27, n°1, 2007, p. 3-15.

34. WEYLAND K. « Clarifying a Contested Concept : Populism in the Study of Latin American Politics », *Comparative Politics*, vol. 34, 2001, p. 1-22.

35. ROBERTS K.M. , « Latin America's Populist Revival », *The SAIS Review of International Affairs*, vol. 27, n°1, 2007, p. 3-15.

Kirchner ont restauré l'ordre politique et géré une reprise économique réussie de façon surprenante³⁶.

La lutte contre la corruption

Les pays émergents démocratiques ont entrepris de lutter contre la corruption. Mais des pratiques de corruption subsistent encore dans certains pays émergents qui sont classés comme démocratiques, malgré les mesures prises. De nombreuses études sur les transitions confirment aussi l'existence de ces pratiques. Il y a peu de doutes que la corruption dans l'Inde d'aujourd'hui se répand à tous les niveaux. Le rapport entre les politiciens, les administrateurs et les hommes d'affaires corrompus a été clairement prouvé dans les années récentes par de nombreuses escroqueries et de multiples scandales. L'Inde a connu, ces dernières années, une progression du nombre des députés au passé ouvertement criminel. Un quart des députés en poste ont un casier judiciaire, souvent pour plusieurs délits. Il y a ainsi 333 cas de crimes, dont 229 violents (meurtres, viols, vols à main armée) pour 543 députés³⁷. La montée en puissance des partis de caste et des partis régionaux explique cette progression et met les électeurs devant un choix inconfortable : vaut-il mieux un filou de son propre groupe ou un représentant des « autres », dont la loyauté est douteuse ?³⁸. En Corée du Sud, les cinq hommes qui ont été élus pour des mandats de cinq ans selon la constitution démocratique de 1987 n'ont jamais eu de pouvoirs absolus. Cependant, ils ont tous eu du pouvoir et celui-ci a corrompu chacun d'entre eux. L'ancien président Chun Doo-hwan a reçu des centaines de millions de dollars après avoir saisi le pouvoir en décembre 1979. Le successeur de Chun Doo-hwan, Roh Tae-woo, qui avait donné son accord à la constitution démocratique au milieu des protestations de juin 1987, a fait mieux, en acceptant une somme d'environ quatre milliards de dollars. Tous les deux sont venus en procès durant la présidence de Kim Young-sam, élu en décembre 1992 comme premier civil à gagner une élection présidentielle ouverte³⁹. Tous les deux ont été condamnés à mort en 1995, avant d'être graciés en 1997. À Taïwan, l'ancien président Chen Shui-bian a été jugé en janvier 2009, et condamné en septembre 2009, sur des charges de corruption. Il était accusé d'avoir influencé le gouvernement pour l'achat de terres par une entreprise qui avait versé des pots-de-vin. Le président avait été affaibli, pendant l'exercice de son mandat, par une série de scandales impliquant sa famille et son office. Il avait alors survécu à deux essais de renversement par l'opposition, dont l'une en septembre 2006⁴⁰.

36. Voir l'article de Graciela Ducatenzeiler et Victoria Itzcovitz dans ce numéro.

37. DUFLO E., « Élections en Inde : la caste ou le casier », *Libération*, 21 avril 2009.

38. PANDE R., BANERJEE A.V., « Parochial politics : Ethnic Preferences and Politician Corruption », *Faculty Research Working Papers Series*, John F. Kennedy School of Government, juillet 2007.

39. KIRK D., « Confucianist Corruption in South Korea », *Asia Times Online*, 14 mai 2009.

40. TSAI J.-H., « Political Structure, Legislative Process, and Corruption : Comparing Taiwan and South Korea », *Crime, Law and Social Change*, vol. 52, n°4, 2009, p. 365-383.

De plus, des pratiques clientélistes y subsistent malgré le processus de démocratisation de leurs régimes politiques (comme au Brésil). Les partis brésiliens ont été formés autour de personnalités, et non pas de questions particulières. Ils pratiquaient le clientélisme. Ce système de clientélisme traditionnel était connu comme le « coronelismo » (pour le « *coroneis* » ou colonel)⁴¹. Le clientélisme a changé avec les transformations politiques et économiques. Avec l'urbanisation et le mouvement de population de la campagne vers la ville, les patrons politiques locaux ont, de façon croissante après 1945, contrôlé les nominations publiques, à travers l'usage des machines politiques urbaines. L'augmentation de l'électorat, ainsi que l'expansion de l'État, a rendu le clientélisme même plus envahissant qu'il ne l'était avant 1930⁴². Aujourd'hui, les politiciens et les partis brésiliens pratiquent encore le clientélisme durant les compétitions électorales et dans les gouvernements fédéraux, provinciaux et locaux.

Le développement économique sans la démocratie

Tous les pays émergents n'ont pas suivi le processus qui a conduit à la réussite de la consolidation démocratique. La consolidation de la démocratie est un processus qui s'avère à la fois fondamental et complexe⁴³. Elle est fondamentale parce qu'elle est l'aboutissement d'un long effort couronné de succès. Mais elle est aussi complexe, car elle est loin de conduire véritablement à un régime démocratique. Certains pays émergents ne peuvent pas ou ne veulent pas renforcer ce processus pour aboutir à une consolidation. Mais, d'autres pays affichent une attitude plus dure. Ils mettent l'accent sur l'idée que la démocratie n'est pas indispensable au développement économique et à l'économie de marché.

Le ralentissement ou la remise en cause du processus de transition vers la démocratie

Certains pays émergents ont connu un processus de transition vers la démocratie, mais ne peuvent pas ou ne veulent pas renforcer ce processus pour aboutir à une consolidation de la démocratie. Ces pays ont des régimes qualifiés de « régimes semi-autoritaires »⁴⁴, ou de « démocraties illibérales »

41. HAGOPIAN F., *Traditional politics and Regime Change in Brazil*, New York, Cambridge University Press, 1996.

42. HAGOPIAN F., *op. cit.*, 1996.

43. Voir l'article de Gérard Alexander dans ce numéro.

44. OTTAWAY M., *Democracy Challenged : The Rise of Semi-Authoritarianism*, Washington DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2003, 276 p.

ou de « régimes hybrides »⁴⁵ ou de « démocraties déléguées »⁴⁶ ou d'« autoritarismes compétitifs »⁴⁷. Selon Marina Ottaway, les pays ayant ce type de « régime semi-autoritaire » possèdent la plupart des institutions de la démocratie. Cependant, le système politique est dominé par un parti politique ou une famille ou un leader d'une telle façon qu'il y a peu de perspectives pour une alternance au pouvoir dans un avenir proche. Ces régimes sont marqués par la démocratie. Ce sont des régimes qui organisent des élections, même si les élections sont rarement libres et honnêtes. Elles expriment le soutien populaire dont jouit le parti politique ou la famille ou le leader. Le modèle typique des élections dans les pays à régime semi-autoritaire est celui d'élections douteuses, même parfois frauduleuses. Il n'y a donc pas d'alternance au pouvoir. Le long exercice du pouvoir exercé par un seul parti politique ou un seul leader produit habituellement une corruption à grande échelle et un capitalisme de copinage. Ce sont aussi des régimes qui ignorent l'État de droit, la séparation des pouvoirs, la protection des libertés fondamentales d'expression, de réunion, de religion et de propriété. Selon Zakaria⁴⁸, les démocraties « illibérales » auraient même plutôt tendance à s'acheminer vers un « illibéralisme » renforcé. Loin d'être dans une étape de transition, il semble que de nombreux pays s'installent dans une forme de gouvernement qui mêle un faible degré de démocratie à un fort degré d'« illibéralisme ».

Cette catégorie de pays émergents semi-autoritaires pose la question de la fin du processus de transition vers la démocratie, notamment en raison des difficultés pendant la période de consolidation vers la démocratie⁴⁹. De nombreux auteurs voyaient la démocratie comme l'aboutissement logique du processus de transition. Supposer que la démocratisation mène nécessairement et inévitablement à la consolidation révélait une perspective en faveur de la démocratie de type occidental. Les forces démocratiques n'existent pas partout ou, au mieux, elles demeurent minoritaires ou dissidentes. Ces pays sont pour la plupart des régimes qui se sont laissés porter par la vague de la transition démocratique aussi loin qu'ils l'ont voulu et qui sont parvenus à arrêter le processus de transition. En raison de contraintes extérieures et de contre-pouvoirs intérieurs, ces régimes ne peuvent imposer un gouvernement complètement autoritaire. De toute façon, la majeure partie des réformes engagées en vue de la démocratisation demeurent incomplètes. Elles sont ralenties par le pouvoir qui manipule avec succès les institu-

45. DIAMOND L., « Thinking About Hybrid Regimes », *Journal of Democracy*, vol. 13, n°2, 2002, p. 21-35.

46. O'DONNELL G., « Delegative Democracy », *Journal of Democracy*, vol. 5, n°1, 1994, p. 55-69.

47. LEVITSKY S., WAY L.A., « The Rise of Competitive Authoritarianism », *Journal of Democracy*, vol. 13, n°2, 2002, p. 50-65.

48. ZAKARIA F., « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 1997, p. 22-42 (traduction: « De la démocratie illibérale », *Le Débat*, no 99, mars-avril 1998); ZAKARIA F., *L'avenir de la liberté. La démocratie libérale aux Etats-Unis et dans le monde*, Paris, Odile Jacob, 2003.

49. Voir l'article de Gérard Alexander dans ce numéro.

tions. Malgré tout, les « régimes semi-autoritaires » ne sont pas l'équivalent de l'instauration d'un régime autoritaire. En effet, les dirigeants acceptent en général un pluralisme de façade, même si le système politique est en réalité complètement monopolistique. Les partis autres que le parti dominant perdurent car le régime souhaite garder une apparence pluraliste. De cette alliance entre pluralisme, libéralisme limité, et monopole du pouvoir naît un régime particulier. Si les dirigeants se font élire, ils restent des leaders autoritaires dont les pouvoirs ne sont pas contrebalancés par des institutions démocratiques faibles. Ces régimes parviennent à perdurer et se reproduire⁵⁰.

Beaucoup de facteurs expliquent le ralentissement ou la remise en cause du processus de transition vers la démocratie dans les pays émergents semi-autoritaires. Un facteur économique comme la croissance n'est pas déterminant pour expliquer ce phénomène. C'est pourquoi nous avons retenu d'autres facteurs économiques comme la production des matières premières comme le gaz ou le pétrole, le respect du droit de propriété, la nature du modèle de gestion de l'économie expliquent mieux les résistances ou les retards de ces pays émergents « semi-autoritaires » dans la consolidation de la démocratie. Mais les facteurs politiques sont davantage déterminants.

L'impact insuffisant du développement économique

Les pays émergents « semi-autoritaires réalisent des performances économiques contrastées. Le taux de croissance de Singapour a été de 12,2 % en 2010. Le produit intérieur brut par habitant de certains pays émergents commence à rattraper celui des pays développés en parité de pouvoir d'achat (PPA) (chiffres de 2009 : Hong Kong, 43 180 dollars ; Singapour, 39 720 dollars). Ces pays émergents « semi-autoritaires » ont assis leurs bons résultats sur de réels changements : des stratégies d'exportation, des politiques budgétaires rigoureuses, le développement d'une consommation interne qui leur assure une autonomie croissante. En outre, ils ont souvent accumulé des réserves de devises⁵¹. Beaucoup de leaders non-démocratiques, des universitaires ou des essayistes pensent qu'un « régime semi-autoritaire » est bon pour la croissance et le développement économique. La forte croissance de la Chine

50. O'DONNELL G., « Illusions About Democracy », *Journal of Democracy*, vol. 7, n°2, 1996 ; SCHEDLER A., « What is Democratic Consolidation », *Journal of Democracy*, vol. 9, n°2, 1998, p. 91-107 ; GUNTHER R., DIAMANDOUROS N., PUHLE H.J., « O'Donnell's Illusions : a Rejoinder », *Journal of Democracy*, vol. 7, n°4, 1996, p. 151-159 ; O'DONNELL G., « Illusions and Conceptual Flows », *Journal of Democracy*, vol. 7, n°4, 1996, p. 160-168 ; LINZ J.J., STEPAN A., « Towards Consolidated Democracies », *Journal of Democracy*, vol. 7, 1996 ; O'DONNELL G., « Transitions, Continuities and Paradoxes », in MAINWARING S., O'DONNELL G., SAMUEL VALENZUELA J., (ed.), *Issues on Democratic Consolidation : The new South American Democracies in Comparative Perspective*, South Bend, University of Notre-Dame Press. Voir aussi le numéro 2 de 2001 de la Revue Internationale de Politique Comparée consacré à la consolidation de la démocratie.

51. CIA, *The World Factbook 2009*. Reserves of foreign exchange and gold : 3 Russie, 427 100 000 000 dollars ; 8 Hong Kong, 182 500 000 000 dollars ; 9 Singapour, 174 200 000 000 dollars.

autoritaire est souvent invoquée dans la défense de cette thèse. Cette idée que la démocratie empêche la croissance est souvent surnommée la thèse de Lee, après la défense de cette thèse par l'ancien premier ministre de Singapour, Lee Kwan Yew. L'argument sous-jacent est que la démocratie, avec ses droits politiques, ses libertés civiles, et sa contestation politique, conduit à l'instabilité politique et sociale, et que les gouvernements démocratiques sont donc incapables de mettre en œuvre un développement économique rapide. Un leader autoritaire est alors jugé nécessaire pour promouvoir des réformes, conduire des politiques efficaces, qui supposent des niveaux élevés d'investissement⁵².

D'autres pays émergents « semi-autoritaires » présentent des caractéristiques différentes, mais suivent une politique identique. La prospérité de la Russie était largement une apparence liée aux recettes tirées des exportations de gaz et de pétrole, mais la Russie n'a pas saisi l'occasion de ces dernières années pour développer une économie moderne, diversifiée, fondée à la fois sur la consommation intérieure et les investissements dans la production de produits de nouvelle technologie. L'économie russe reste une économie de rente, mal préparée à affronter de la crise économique et financière de 2008 qui a tiré les prix des matières premières vers le bas. La Russie n'est pas un pouvoir économique en déclin. Mais le pays est trop dépendant des exportations de matières premières comme le gaz et le pétrole⁵³. Avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000, la Russie avait retrouvé une certaine stabilité. La nécessité de la stabilité avait été utilisée pour justifier l'écrasement des libertés et la reprise en main de l'économie par l'État. La hausse du prix du pétrole avait doté le pouvoir d'une manne financière inespérée. Mais avec la crise financière et l'effondrement des cours pétroliers, la Russie de Poutine se retrouve, malgré l'ampleur de ses réserves en devises, confrontée au principe de réalité et aux maladies profondes qui hypothèquent toujours sa renaissance⁵⁴. Au déclenchement de la crise économique et financière de 2007-2008, l'État russe était riche. Fort de la troisième réserve de change au monde, le pays avait 563 milliards de dollars dans ses coffres, sans compter les 185 milliards du Fonds de stabilisation. La croissance y était encore forte, le budget était en excédent depuis 2002 et, contrairement à 1998, l'État n'a pas de dettes⁵⁵. La Russie a été touchée de plein fouet par la crise financière. En septembre 2008, les places boursières russes se sont effondrées. L'État n'a pas cessé d'intervenir sur le marché boursier pour enrayer sa dégringolade. La Russie a dû dépenser 10 % de ses réserves à soutenir le

52. KNUTSEN C.H., « Investigating the Lee Thesis : How Bad is Democracy for Asian Economies ? », *European Political Science Review*, vol. 2, n°3, 2010, p. 451-473.

53. ABDELAL R., « The Promise and the Peril of Russia's Resurgent State », *Harvard Business Review*, vol. 88, n°1, 2010, p. 125-129.

54. Voir l'article d'Allen Lynch dans ce numéro.

55. JÉGO M., *Le Monde*, 5-6 octobre 2008.

cours du rouble⁵⁶. La Russie est en réalité économiquement plus fragile et plus vulnérable même si paradoxalement son niveau de vie par habitant demeure important par rapport à d'autres pays émergents.

Quant au Venezuela, il présente toutes les caractéristiques d'un « pétro-État ». Cinquième producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), avec 2,7 millions de barils par jour, le Venezuela est le premier exportateur de l'hémisphère occidental. Le pétrole représente en valeur 90 % à 95 % de ses exportations et plus de 50 % des revenus de l'État. Chavez a conduit à une étatisation de l'économie. Au fil des ans, il a nationalisé l'électricité, les télécommunications, le principal aciériste, une grande banque et l'industrie du ciment. Il a contraint les compagnies étrangères à devenir actionnaires minoritaires dans l'exploration et la production du pétrole brut de l'Orénoque. Mais l'activisme de Chavez est d'abord « pétrolier ». Sorte d'État dans l'État, la compagnie pétrolière, PDVSA, est le bailleur de fonds du « chavisme »⁵⁷. Par le biais des « missions », des programmes sociaux, le gouvernement vénézuélien a distribué la manne pétrolière aux laissés pour compte du développement économique. Mais faute d'un projet de développement durable, les exportations et les revenus de l'État dépendaient plus que jamais du pétrole. Le « socialisme du 21^e siècle » prôné par Chavez reste un socialisme rentier. Alors que les caisses de l'État se vident, que la monnaie se déprécie sur le marché parallèle, que l'inflation dépasse les 30 %, le président vénézuélien n'a qu'un espoir, celui de retrouver une hausse des prix du pétrole brut⁵⁸.

Le caractère déterminant des facteurs politiques

Pour dire que ces pays émergents sont « semi-autoritaires », nous avons mis l'accent sur certains facteurs politiques. Parmi les facteurs d'explication du ralentissement ou de la remise en cause du processus de transition vers la démocratie dans les pays émergents « semi-autoritaires », nous avons retenu les conditions imparfaites et souvent frauduleuses des élections, le maintien d'un parti dominant, l'excès de personnalisation du pouvoir, la persévérance des relations clientélistes, la trop grande influence d'élites politiques, militaires ou sociales, l'influence de l'armée et des services de renseignement et l'absence d'un État de droit.

Les conditions imparfaites et souvent frauduleuses des élections

Les élections ne sont pas libres et sont souvent frauduleuses dans les pays émergents semi-autoritaires. Le suffrage universel est utilisé dans des conditions imparfaites et tend à renforcer le caractère autoritaire du régime

56. MANDEVILLE L., *Le Figaro*, 28 octobre 2008.

57. LANGELLIER J.-P., *Le Monde*, 19 mai 2009.

58. DELCAS M., *Le Monde*, 26 février 2009.

politique⁵⁹. En Russie, après avoir conquis progressivement le contrôle sur la Russie depuis son arrivée au pouvoir en 2000, Poutine a transformé l'élection en un vote de confiance sur son leadership et le redressement économique du pays, et il a jeté le poids de son gouvernement et de la machine du parti dans ce combat⁶⁰. Au Venezuela, Chavez s'est soumis au verdict des urnes plus souvent qu'aucun président en exercice d'un régime semi-autoritaire. Mais il a constamment été tiraillé entre la tentation autoritaire et la nécessité de conserver le soutien de la majorité de l'électorat pour rester légalement au pouvoir. Le gouvernement fait un usage massif, indiscriminé et abusif des ressources publiques à l'occasion des élections⁶¹. Après avoir aligné une série de victoires électorales depuis 1998, Chavez a subi ses premiers revers dans les urnes lors du référendum constitutionnel de décembre 2007. Les électeurs se sont prononcés à une courte majorité contre un projet de réforme constitutionnelle qui prévoyait, entre autres, la réélection présidentielle illimitée. Le non l'emportait de peu, 50,7 % contre 49,3 %, en faveur du oui. Chavez est revenu à la charge en février 2009, en proposant cette fois un nouveau référendum portant sur la réélection de tous les élus : président, gouverneurs et maires⁶². Le scrutin du 15 février 2009 a conforté la légitimité électorale du président vénézuélien. La réélection illimitée du chef de l'État et de tous les élus a été approuvée par le référendum du 15 février 2009 avec 54,36 % des voix. Les résultats ont été « influencés » par les moyens démesurés engagés par le gouvernement dans une campagne présentée comme un plébiscite. Publicité électorale massive, mobilisation de toutes les institutions de l'État, pressions sur les fonctionnaires, les « chavistes » n'ont pas lésiné sur les moyens pour convaincre les électeurs des vertus de la réélection. Il y a aussi la manipulation des listes électorales. La campagne pour le référendum s'est centrée sur la personne d'Hugo Chavez. Fort de son charisme personnel et des importantes ressources publiques engagées dans la campagne, le chef de l'État a réussi à mobiliser en faveur du oui la majorité des électeurs⁶³. Aux Philippines, les campagnes électorales sont émaillées de violences. Ce pays est l'un de ceux qui souffrent le plus de la violence électorale dans le monde. Au cours de la campagne pour les élections présidentielles et législatives de mai 2010, plus d'une centaine de personnes ont trouvé la mort, souvent lors de règlements de comptes entre candidats ou leurs entourages. Une cinquantaine d'attaques contre des per-

59. SCHEDLER A., (ed), *Electoral Authoritarianism : The Dynamics of Unfree Competition*, Boulder, Lynne Rienner, 2006 ; SCHEDLER A., « Elections Without Democracy : The Menu of Manipulation », *Journal of Democracy*, vol. 13, n°2, 2002, p. 36-50.

60. LEVY C.J., *International Herald Tribune*, 29 novembre 2007.

61. NAIM M., « 3 Myths about Venezuela », *Foreign Policy*, février 2009.

62. SOBERG SHUGART M., « Venezuelan Term Limits », *Blog Fruits and Votes*, 16 février 2009.

63. DELCAS M., *Le Monde*, 17 février 2009, 26 février 2009 ; BRIDGES T., *Miami Herald*, 15 février 2009 ; ORDAZ P., *El País*, 15 février 2009 ; FORERO J., *The Washington Post*, 15 février 2009 ; MANDER B., *Financial Times*, 14-15 février 2009.

manences électorales ou des bureaux de vote ont été recensées pendant la campagne⁶⁴.

Le maintien du parti dominant

Les leaders des pays émergents « semi-autoritaires » gouvernent à travers un parti dominant. Ils utilisent un parti dominant pour s'assurer des victoires dans les urnes, pour contrôler les parlements, pour mobiliser le soutien au régime, pour gérer les conflits entre élites, et pour attacher des alliés à la coalition au pouvoir. Le parti détient quelques pouvoirs concernant l'élaboration des politiques, la distribution du patronage, et les nominations politiques et il utilise un accès privilégié à l'argent public et aux politiques publiques pour maintenir sa position au pouvoir⁶⁵. L'apparition du parti Russie Unie comme parti dominant n'est intervenue qu'avec Vladimir Poutine⁶⁶. D'autres exemples de régimes à parti dominant dans les pays émergents semi-autoritaires comprennent notamment le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) ; ainsi que le Parti de l'Action Populaire (*People's Action Party*) à Singapour, fondé en novembre 1954 par Lee Kuan Yew. Il a dirigé le gouvernement de Singapour à partir de juin 1959 et il est toujours au pouvoir⁶⁷. D'autres pays émergents sont dirigés par une coalition dominante de partis politiques. La coalition est le résultat de la volonté d'établir un rassemblement des principaux partis en vue de réaliser une unité nationale autour de certains objectifs politiques et économiques, malgré les divergences politiques ou idéologiques entre eux. Elle peut être aussi le résultat de la volonté de réduire les clivages religieux ou ethniques. L'un des exemples les plus forts de cette stratégie est la coalition formée par le *Barisan Nasional* (Front National), qui gouverne la Malaisie depuis son indépendance. Cette coalition est composée de treize partis représentant les principales communautés ethniques du pays. Le parti le plus important de cette coalition est l'UMNO (*United Malays National Organisation*), qui est le représentant des intérêts de la communauté malaisienne⁶⁸.

Un excès de personnalisation du pouvoir

Les pays émergents semi-autoritaires se caractérisent par un excès de personnalisation du pouvoir. En Russie, la popularité de Vladimir Poutine a

64. FOLLOROU J., *Le Monde*, 12 mai 2010 et COMPLAIN F., *Le Figaro*, 10 mai 2010.

65. REUTER O.J., REMINGTON T.F., « Dominant Party Regimes and the Commitment Problem. The Case of United Russia », *Comparative Political Studies*, vol. 42, n°4, 2009, p. 501-526.

66. REUTER O.J., REMINGTON T.F., *op. cit.*, 2009.

67. Voir l'article de Bilver Singh publié dans ce numéro. Voir aussi QUAH J.S.T., « Singapore. Meritocratic City-State », in FUNSTON J., *Government and Politics in Southeast Asia*, Singapour, ISEAS, 2001, chapitre 8.

68. CHIN J., HUAT W.C., « Malaysia's Electoral Upheaval », *Journal of Democracy*, vol. 20, n°3, 2009 ; NAWAB M., OSMA M., MAHMOOD S., CHINYONG LIOW J., « Outlook for Malaysia's 12th General Elections », *S. Rajaratnam School of International Studies*, Singapour, Working paper n°153, 27 février 2008.

connu une impressionnante envolée avec la guerre en Tchétchénie. Il est l'homme fort que la société russe attendait depuis longtemps. Après des années marquées par la rotation des premiers ministres, les scandales de corruption touchant la tête de l'État et une crise financière, Poutine apparaissait comme le sauveur. Il avait le mérite de répondre à de multiples frustrations. Pour lui, l'État n'est pas un arbitre neutre chargé de dégager l'intérêt général au milieu des intérêts privés. Il n'est pas cet ensemble d'institutions qui garantit l'exercice des droits et des libertés. Dans la vieille tradition russe, héritée des tsars et confortée par le régime soviétique, l'État est un instrument de coercition auquel les sujets doivent révérence et soumission. Poutine ne cherche plus à marquer son attachement aux libertés et aux droits fondamentaux. Il y a une succession de décisions anti-démocratiques, de répressions d'opposants et de journalistes, comme de discours agressifs⁶⁹. Dans une Amérique latine marquée par une longue tradition de « caudillisme », le chef de l'État est souvent populaire et dispose de pouvoirs importants. Au Venezuela, Chavez ne fait pas exception. La première raison de la popularité de Chavez est le net avantage d'un candidat comptant avec les ressources d'un État pétrolier. La deuxième raison est le climat d'intimidation et les pressions exercées sur les fonctionnaires, les employés des entreprises publiques et les bénéficiaires des programmes sociaux. La troisième raison est l'impact des programmes sociaux (les « missions »). Le lancement des « missions » a permis à Chavez de remporter les élections, mais il révèle de plus en plus la mauvaise gestion gouvernementale et l'absence de plan de développement susceptible de créer des emplois en nombre suffisant pour faire baisser le chômage⁷⁰. Les pays d'Asie du Sud-est fonctionnent aussi autour de personnalités, plus que sur des institutions et des règles de droit. L'absence ou la faiblesse des procédures constitutionnelles ont facilité une forte personnalisation des systèmes politiques. Il y a personnalisation du pouvoir et faiblesse de l'État. Le leader est placé au centre d'un système de pouvoir très hiérarchisé, dans la lignée d'une culture politique héritée des royaumes hindouisés. Le leader incarne l'État. Il construit le sentiment national autour de sa personne. Plus le leadership est fort, plus la société est stable. Son charisme et son prestige sont soigneusement cultivés dans une tradition paternaliste qui empêche toute contestation. À Singapour, la référence au confucianisme est permanente⁷¹.

69. BROWN A., SHEVTSOVA L., (ed.), *Gorbatchev, Yeltsin, Putin : Political Leadership in Russia's Transition*, Washington DC, Carnegie Endowment Press, 2001 ; SHEVTSOVA L., *Russia Lost in Transition. The Yeltsin and Putin Legacies*, Washington DC, Carnegie Endowment Press, 2007.

70. PARANAGUA P.A., *Le Monde*, 10 janvier 2007.

71. BOISSEAU DU ROCHER S., *L'Asie du Sud-Est prise au piège*, Paris, Perrin, 2009, 452 p.

La persévérance des relations clientélistes

Beaucoup de pays émergents, notamment ceux qu'il est possible de classer comme « semi-autoritaires », sont restés des États clientélistes malgré leur réussite économique⁷². Les individus ne sont pas vraiment des citoyens, mais des clients de patrons encore plus puissants. De fortes inégalités de pouvoir et de statut créent des chaînes verticales de dépendance, procurées par le patronage, la coercition, et les promesses électorales démagogiques. Le but du gouvernement n'est pas de générer des biens publics, comme les routes, les écoles, les hôpitaux. Il est au contraire de produire des biens privés pour les autorités, leurs familles, et leurs copains⁷³. La plupart des traits des États prédateurs s'appliquent aux Philippines, un pays caractérisé par des graves disparités sociales et le comportement opportuniste croissant de son élite politique et économique⁷⁴.

La trop grande influence d'élites politiques, militaires ou sociales

Le caractère semi-autoritaire de certains pays émergents est souvent le résultat de la trop grande influence d'élites politiques, militaires ou sociales qui confisquent le pouvoir et pèsent d'un poids trop lourd sur les décisions. Cette influence apparaît surtout en Russie, au Pakistan, aux Philippines et en Thaïlande. En Russie, la période Eltsine a connu, à côté des mafias dites classiques, organisées selon un critère ethnique ou territorial ou corporatiste ou économique, une oligarchie financière. Cette oligarchie est devenue l'une des pièces maîtresses de l'échiquier politique russe⁷⁵. Au Pakistan, c'est le rôle des grandes familles et des élites traditionnelles qui a constitué un obstacle pour la réussite du processus de consolidation démocratique. C'est parce que ce rôle continue à être primordial que la démocratie a du mal à s'établir durablement au Pakistan. L'aristocratie terrienne du Sind, dont le clan Bhutto est l'une des familles emblématiques, constitue le meilleur témoignage de cette influence des grandes familles et des élites traditionnelles. Les partis politiques pakistanais sont dominés par la classe des propriétaires fonciers à la tête de familles puissantes. Une culture politique encore traditionnelle a renforcé l'idée que la démocratie ne doit pas être le seul moyen de développement politique et économique et qu'elle devrait seulement légitimer le

72. KITSCHOLT H., WILKINSON S., (ed.), *Patrons, Clients, and Policies : Patterns of Democratic Accountability and Political Competition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

73. DIAMOND L., « The Democratic Rollback : the Resurgence of the Predatory State », *Foreign Affairs*, vol. 87, n°2, 2008, p. 36-48.

74. QUIMPO N.G., « The Philippines : Predatory Regime, Growing Authoritarian Features », *The Pacific Review*, vol. 22, n°3, 2009, p. 335-353.

75. FREELAND C., *Sale of the century : Russia's Wild Ride from Communism to Capitalism*, New York, Crown Business, 2000 ; HOFFMAN D., *The Oligarchs : Wealth and Power in the New Russia*, NY, Perseus Books, 2002 ; GOLDMAN M.I., « Putin and the Oligarchs », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2004.

pouvoir des classes les plus influentes. De plus, les élites au niveau central sont aussi affiliées avec les différents groupes ethniques ou religieux pour défendre leurs intérêts politiques propres⁷⁶. Aux Philippines aussi, les dynasties familiales sont les véritables maîtres du jeu politique. À chaque niveau de la vie politique, ce sont les dynasties qui s'affrontent. Le nouveau président élu le 10 mai 2010, Benigno Aquino, est le fils de l'ancienne présidente Cory Aquino, morte en 2009. Son père, alors leader de l'opposition, a été tué en 1983 par des partisans du président Ferdinand Marcos. Les Philippines constituent une véritable ploutocratie : 250 familles monopolisent la richesse et le pouvoir politique, même si ces grandes familles peuvent s'opposer entre elles, parfois violemment. Beaucoup de ces familles sont représentées au congrès, spécialement à la Chambre des Représentants⁷⁷.

La Thaïlande connaît aussi un rôle politique influent des grandes familles et des élites traditionnelles, qui réduisent la possibilité d'une véritable consolidation de la démocratie dans ce pays. Pendant plus de deux mois au printemps 2010, la Thaïlande a connu un affrontement entre le gouvernement et les « chemises rouges ». La crise a révélé la division extrême de la société thaïlandaise. Entre riches et pauvres. Entre de vieilles élites conservatrices, monarchistes, financièrement privilégiées, et des paysans victimes de l'industrialisation et de l'exode rural. Une nouvelle élite, ayant eu accès au capitalisme triomphant, a émergé par ailleurs et, elle aussi, rejetait les vieilles classes dirigeantes. Ces catégories sont même trop simples pour décrire à quel point les fractures paraissent multiples et profondes⁷⁸. La division la plus importante, qui dépassait toutes les autres, était entre les soutiens de Thaksin Shivanatra et la vieille élite des affaires.

L'influence de l'armée et des services de renseignements

Parmi tous ces groupes puissants et influents, l'armée a souvent été un obstacle à la promotion d'un système politique démocratique. C'est le cas du Pakistan⁷⁹. Ce pays a connu trente ans de régime militaire sous les généraux Ayub Khan (qui a été le premier à s'emparer du pouvoir et à imposer une dictature et qui a été président de la République Islamique du Pakistan du 27 octobre 1958 au 25 mars 1969), puis Yahyah Khan (qui fut le successeur désigné d'Ayub Khan dans le cadre de la dictature militaire qui régnait alors au Pakistan et qui fut président de la République du 26 mars 1969 au 20 décembre 1971), et enfin Zia-ul-Haq (qui a été l'auteur d'un coup d'État militaire en

76. HAQQANI H., *Pakistan : Between Mosque and Military*, Washington DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, 395 p.

77. FOLLOROU J., *Le Monde*, 9-10 mai 2010 ; COMPAIN F., *Le Figaro*, 10 mai 2010.

78. KURLANTZICK J., « It's Not Just red and Yellow », *Newsweek*, 30 avril 2010 ; OURDAN R., *Le Monde*, 6 mai 2010.

79. HAQQANI H., *op. cit.*, 2005.

1977 et qui fut président de la République du 16 septembre 1978 jusqu'à sa mort en 1988 dans un accident d'avion). La démocratie ne fut rétablie qu'avec l'élection de Benazir Bhutto. Mais le général Pervez Musharraf a repris le pouvoir lors d'un coup d'État militaire le 12 octobre 1999. Il est devenu officiellement président de la République le 20 juin 2001. Il est confirmé dans ses fonctions de président le 30 avril 2002, lors d'un référendum qui recueille 99,7 % de « oui ». Il abandonna le poste de chef des armées au lendemain de sa réélection au poste de président le 6 octobre 2007. Le 7 août 2008, les partis politiques lancent une motion de destitution contre lui. Le 18 août 2008, il annonça sa démission. Tous ces coups d'État ont été organisés par des chefs d'état-major de l'armée de terre. Au Pakistan, le système parlementaire a été perçu comme incapable de résoudre les conflits. L'armée a été souvent sollicitée par la classe politique pour les arbitrer, soit elle intervenait d'elle-même après s'être assurée du soutien des groupes dominants (aristocratie foncière, entrepreneurs privés, partis d'opposition...). L'armée au Pakistan se présente surtout comme une « armée politique », une armée qui conçoit son implication dans la politique intérieure et les affaires du gouvernement. Les dirigeants militaires pakistanais, contrairement à leurs homologues latino-américains, n'ont jamais transféré le pouvoir aux civils. Ils se sont toujours accrochés au pouvoir jusqu'à une démission forcée par leurs pairs en 1969, une défaite militaire en 1971, une mort soudaine en 1988 et une menace de destitution par les partis politiques en 2008. L'armée pakistanaise s'est aussi transformée, au fil des années, en un groupe d'intérêt économique⁸⁰. L'armée a donc été un obstacle à la promotion d'un système politique démocratique. Malheureusement pour le Pakistan, d'autres obstacles (l'extrémisme religieux, le terrorisme, le nationalisme, et certains groupes ethniques) sont devenus des menaces plus graves pour la consolidation de la démocratie.

En Thaïlande, il y a un facteur majeur qui distingue le paysage politique de la Thaïlande : c'est aussi le rôle de l'armée. En effet, depuis que la Thaïlande est devenue une monarchie constitutionnelle en 1932, elle a été gouvernée par des militaires. Il y a eu la domination exercée par trois généraux : le major-général Plaek Pibulsonggram, plus connu sous le nom de Phibun, de 1938 à 1944, puis de 1948 à 1957. À la fin de la guerre, Phibun est contraint de démissionner, en raison de son alliance avec le Japon, mais il est pourtant redevenu premier ministre en avril 1948 ; le maréchal Sarit Thanarat, de 1959 à 1963, qui a pris le pouvoir par la force en obligeant Phibun à s'exiler au Japon et qui est resté au pouvoir jusqu'en 1963 ; le général Thanom Kittikachorn, de 1963 à 1973. En octobre 1973, des manifestations massives et violentes ont lieu à Bangkok exigeant la fin du régime militaire. Le général Kittikachorn a décidé de démissionner. C'est le soulèvement populaire con-

80. BLOM A., « Qui a le bâton, a le buffle. Le corporatisme économique de l'armée pakistanaise », CERI-Questions de recherche, n°16, décembre 2005.

duit par des étudiants en octobre 1973 qui a mis fin temporairement au régime autoritaire. Avec l'arrivée au pouvoir de Thaksin en 2001, un changement de la gouvernance démocratique à l'autoritarisme démocratique a été observé. Thaksin a été renversé par un nouveau coup d'État du 19 septembre 2006. Le chef de l'armée, le général Sonthi Boonyaratglin, a pris la tête d'un conseil pour la réforme démocratique. De nouvelles élections ont eu lieu le 23 décembre 2006, sans fournir de solution à l'instabilité politique de la Thaïlande⁸¹.

Les services de renseignement constituent aussi un obstacle à la consolidation du système démocratique. Au Pakistan, la question a toujours été de savoir si l'Inter-Services Intelligence (ISI) agissait sur strict ordre du pouvoir militaire pakistanais, ou s'ils s'autorisaient une certaine liberté. La question du contrôle de l'Inter-Services Intelligence est au cœur du débat sur le rôle du pouvoir pakistanais⁸². D'autres services de renseignements constituent également un obstacle pour la consolidation. C'est le cas des services en Russie⁸³.

La poussée du fondamentalisme religieux

Certains de ces pays émergents semi-autoritaires connaissent une poussée du fondamentalisme religieux, notamment islamiste. Deuxième plus grand pays musulman au monde, le Pakistan avec 160 millions d'habitants est une poudrière. Le pays reste un refuge pour l'islamisme radical. Le Pakistan a été créé comme un État islamique et les gouvernements successifs ont recherché la légitimité en renforçant le rôle de la religion et en faisant de ce pays un refuge pour le militantisme, le fondamentalisme et le radicalisme. Ils ont pris la décision d'utiliser le radicalisme islamique à la fois pour gagner un soutien intérieur et pour nuire au rival perpétuel, l'Inde⁸⁴. La pénétration des partis islamistes au sein de la société représente une menace pour la stabilité politique du pays. Le Pakistan est fragilisé par de nombreuses divisions ethniques et sectaires (sunnites et chiites, barlevis et deobandis, sindis et mohadjirs et pendjabis...). La coalition Muttahida Majlis-e-Amal (MMA) jouit d'une position politique enviable qui lui permet de prendre des positions virulentes contre le pouvoir civil et militaire. Cette alliance très influente a pour objectif ultime la prise du pouvoir et la création d'un État islamique⁸⁵.

81. BOISSEAU DU ROCHER S., « Thaïlande : après la reddition des « chemises rouges », *Le Figaro*, 20 mai 2010.

82. FOLLOROU J., *Le Monde*, 5 août 2008.

83. *The Economist*, 25 août 2007. SOLDATOV A., BOROGAN I., « Russia's New Nobility. The Rise of the Security Services in Putin's Kremlin », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2010, p. 80-96. SOLDATOV A., BOROGAN I., « The New Nobility : The Restoration of Russia's Security State and the Enduring Legacy of the KGB », NY, Public Affairs, 2010.

84. HAQQANI H., *op. cit.*, 2005.

85. ABOU-ZAHAD M., ROY O., *Réseaux islamiques : La connexion afghano-pakistanaise*, Paris, CERI-Autrement, 2002.

L'absence d'un État de droit

Les pays émergents semi-autoritaires sont surtout caractérisés par l'absence d'un État de droit, avec notamment la réduction des libertés, la censure et le contrôle de la presse, et le contrôle des associations. Les pays émergents se sont consacrés au développement économique avec succès. Mais certains dirigeants, notamment ceux des pays émergents semi-autoritaires, ont considéré qu'il était difficile de se consacrer simultanément à garantir des libertés jugées fondamentales dans le monde occidental. Ces arguments ont surtout été utilisés par les dirigeants asiatiques. Ils affirmaient que les sociétés civiles ne sont pas intéressées par la « démocratie à tout prix », parce qu'elles connaissent un fort taux de croissance économique, la réduction des inégalités et le recul de la pauvreté. Ils affirmaient que, contrairement aux sociétés occidentales, les sociétés asiatiques estiment que la démocratisation est le résultat du développement économique, mais pas l'inverse. Ils mettaient l'accent sur le fait que les Asiatiques ont une autre lecture des concepts de justice ou de droits de l'homme⁸⁶. Les dirigeants de ces pays émergents ont adopté un discours sur les « valeurs asiatiques », énoncé avec véhémence par les dirigeants singapouriens et malaisiens (Lee Kuan Yew et le Dr Mohammad Mahathir)⁸⁷. Ils remettaient donc en cause l'idée que la croissance économique favorise la démocratisation. En revanche, ils soulignaient que des valeurs asiatiques ont contribué aux bons résultats économiques de ces pays. Ils proposaient le maintien de l'intervention de l'État dans les circuits économiques et sa relative indifférence à la démocratisation politique, jugée comme un objectif secondaire. Ces arguments justifiaient des régimes autoritaires. Les partisans de ces arguments insistaient sur le fait qu'ajouter l'objectif démocratique paraissait hors de propos. La pratique de la démocratie est écartée au profit d'une personnalisation du pouvoir. Le soutien du camp occidental a été mis à profit pour consolider le décollage économique, mais aussi pour cautionner l'« autoritarisme souple » (Robert Scapalino). Il y a eu aussi la menace communiste à partir des pays voisins⁸⁸.

La censure et le contrôle de la presse se manifestent surtout en Russie et au Venezuela. En accédant au pouvoir, Vladimir Poutine héritait d'un système politique qui lui accordait l'essentiel des pouvoirs. Pourtant il a décidé

86. BELL D.A., « The East Asian Challenge to Human Rights. Reflections on an East-West Dialogue », *Human Rights Quarterly*, vol. 18, n°3, 1996, p. 641-657 ; BAUER J.R., BELL D.A., (ed.), *The East Asian Challenge for Human Rights*, NY, Cambridge University Press, 1998 ; DAVIES M.C., (ed), *Human Rights and Chinese Values : Legal, Philosophical and Political Perspectives*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

87. ZAKARIA F., « Culture is Destiny. A Conversation With Lee Kuan Yew », *Foreign Affairs*, mars-avril 1994 ; MAHBUBANI K., « The Pacific Way », *Foreign Affairs*, janvier-février 1995 ; SEN A., « Human Rights and Asian Values : What Lee Kuan Yew and Li Peng don't Understand About Asia », *The New Republic*, 14 juillet 1997, p. 33-40.

88. BOISSEAU DU ROCHER S., *L'Asie du Sud-Est prise au piège*, Paris, Perrin, 2009, 452 p.

de les renforcer. Il s'est employé minutieusement à imposer un plus grand contrôle de l'État sur la presse. Des réseaux de télévision ont été fermés ou achetés par l'État. Aujourd'hui, dans la presse écrite, il ne reste plus comme titres indépendants que le bi-hebdomadaire *Novaïa Gazeta* et le quotidien *Kommersant*. Et puis il y a des radios comme Radio Écho de Moscou ou Radio Liberté, l'émanation de Radio Free Europe⁸⁹. Au Venezuela, le monde de l'information est polarisé à l'extrême, à l'image de la vie politique, entre des médias privés majoritairement, voire farouchement hostiles au régime, et des médias publics à sa dévotion. Pour contrer l'influence des médias privés, Chavez dispose de son programme dominical, « Allô président ! ». Malgré cela, l'information reste diversifiée. Chavez n'a pas pu, ou pas voulu, la censurer, en dépit du vote d'un texte sur la « responsabilité sociale » des médias. À une exception près : le non-renouvellement en 2007 de la licence de la plus populaire chaîne hertzienne, RCTV, accusée de sympathies à l'égard des putschistes de 2002⁹⁰.

Le refus de la démocratie

Certains pays émergents pensent que la démocratie n'est pas indispensable au développement économique et à l'économie de marché. C'est le modèle chinois ou le modèle sino-vietnamien⁹¹. La Chine et le Vietnam font une place progressive au secteur privé dans l'économie, mais rejettent la démocratie. On a longtemps pensé qu'un pays développé ne pouvait être que démocratique. La Chine et le Vietnam nous obligent à revoir cette idée. La littérature sur la relation entre développement économique et démocratie est variée et complexe. Une grande partie de la littérature sur la relation entre développement économique et démocratie provient de l'hypothèse de Lipset, d'abord proposé en 1959, qui affirmait une relation causale entre le développement économique et la démocratie. Mais cette idée est parfois remise en cause, au nom du maintien de la stabilité politique, nécessaire pour la réussite économique, mais pour le régime de parti unique.

Il y a 40 ans, Samuel P. Huntington⁹² allait jusqu'à suggérer que les régimes politiques autoritaires pouvaient procurer un degré de stabilité politique nécessaire pour conduire une société en rapide modernisation à travers les traumatismes du changement économique et social. Les leaders de la Chine post-Mao Zedong ont semblé prendre la théorie d'Huntington sur la modernisation politique à cœur. En cherchant à éviter le chaos du pluralisme démocratique dans une période de complexité et de pluralisme économique et social crois-

89. MENDRAS M., *Le Monde*, 15-16 octobre 2006.

90. LANGELLIER J.-P., *Le Monde*, 19 juin 2008.

91. Voir l'article de Brantly Womack dans ce numéro.

92. HUNTINGTON S.P., *Political Order in Changing Societies*, Yale UP, 1968.

sant, les leaders de la Chine post-Mao Zedong ont mis l'accent par-dessus tout sur l'unité et la stabilité. Quand ils ont fait face (comme au printemps de 1989) à un choix difficile entre la réforme politique et la répression politique, ils ont opté sans hésitation pour la dernière⁹³.

Malgré leurs succès économiques, la Chine et le Vietnam restent des pays autoritaires avec le maintien d'un parti unique qui détient le monopole du pouvoir, l'adaptation de l'idéologie marxiste-léniniste aux nouvelles réalités économiques, l'absence d'élections libres. De plus, la Chine souhaite jouer un rôle central au niveau international⁹⁴. Elle intervient de plus en plus sur les grands dossiers internationaux. Ces interventions témoignent de sa montée en puissance sur la scène internationale. Elle est en train de devenir un des acteurs dominants dans le système international. Mais Les Chinois n'ont aucune envie de cogérer le monde avec les Américains, encore moins de le changer. Ils préfèrent de loin la « multipolarité ». Loin de revendiquer un statut de superpuissance, la Chine veut être considérée comme un pays en développement, conformément aux statistiques du produit intérieur brut (PIB) par habitant : 3 566 dollars pour la Chine, 46 443 pour les États-Unis.

Mais ces régimes autoritaires doivent cependant répondre à des demandes de réformes politiques de plus en plus pressantes, venant des dissidents, mais aussi de l'intérieur du parti communiste lui-même.

Les succès du développement économique

Le développement économique au milieu d'une ouverture croissante a contribué à la stabilité du gouvernement autoritaire en Chine et au Vietnam. En Chine, nous avons retenu quatre facteurs de politique économique qui ont contribué à renforcer la stabilité du gouvernement autoritaire : le choix d'une réforme graduelle pour la réforme économique, le choix du recours à des investissements directs étrangers, le choix de la création de nouveaux types de propriété plutôt que la privatisation, et le choix de ne pas créer une classe puissante d'hommes d'affaires privées. Ces quatre facteurs sont à la base du maintien de la stabilité du gouvernement autoritaire.

L'expérience de la transition économique en Chine suggère que le gradualisme a été un succès retentissant en Chine. Elle apparaît comme l'exemple le plus robuste du modèle gradualiste. Un tel modèle apparaît « plus complet et plus adéquat » que l'approche du « big bang » utilisée notamment en Russie. Les partisans du gradualisme maintiennent que la réforme graduelle a trois avantages principaux :

93. BAUM R., « The Limits of Authoritarian Resilience », Paris, *CERI*, 17 janvier 2007.

94. KAUFFMAN S., « 2010, année du Tigre : qui gouvernera le monde ? », *Le Monde*, 9 janvier 2010.

- des coûts initiaux plus faibles et une durabilité plus grande.
- une flexibilité plus grande. L'essence du gradualisme est « l'apprentissage par la pratique » (*learning by doing*) et la réforme à travers l'expérimentation. Il permet aux réformateurs de faire (et de corriger) des erreurs de politiques publiques
- la taille de la réforme. Les réformateurs gradualistes peuvent utiliser la stratégie classique de diviser et régner en créant d'abord des bénéficiaires de la réforme et en les utilisant comme des défenseurs des réformes ultérieures⁹⁵.

Bien entendu, l'approche gradualiste de la Chine a des limites. La menace la plus sérieuse de l'approche gradualiste est la faiblesse des institutions indispensables au fonctionnement de l'économie de marché. Un quart de siècle après que la Chine ait commencé sa transition vers l'économie de marché, ces institutions restent relativement sous-développées⁹⁶.

En ouvrant ses frontières aux capitaux étrangers, les leaders communistes de la Chine ont fait que la croissance économique et la globalisation travaillent pour eux. La libéralisation des investissements directs étrangers a aidé à retarder la libéralisation politique en Chine parce qu'elle a précédé les autres réformes importantes d'une transition socialiste : la réforme et/ou la privatisation du secteur public et le développement d'une classe capitaliste nationale, des réformes qui auraient créé plus de pression pour le changement politique. La formation d'un secteur de l'économie à investissements étrangers crée une nouvelle pression de compétition entre les régions et les différents types de propriétés pour une réforme plus profonde, procure un laboratoire pour des réformes sensibles et difficiles, et conduit à une reformulation idéologique du débat entre entreprises privées et entreprises publiques⁹⁷. Basés sur leur logique politique de survie, les régimes autoritaires tendent à favoriser les groupes non-menaçants et les groupes qui peuvent être cooptés. Les investisseurs étrangers peuvent être un groupe non-menaçant parce que leur principal objectif est le profit, et non pas le pouvoir. En revanche, les entrepreneurs privés nationaux peuvent poser des menaces à long terme plus directes. C'est pourquoi la Chine a favorisé les investisseurs étrangers⁹⁸.

Un troisième élément du processus de libéralisation économique en Chine est important pour comprendre pourquoi il est intervenu en l'absence d'un changement politique. Le mode chinois de diversification de la pro-

95. PEI M., *China's Trapped Transition. The Limits of Developmental Autocracy*, Harvard University Press, 2006.

96. PEI M., *op. cit.*, 2006.

97. GALLAGHER M.E., *Contagious Capitalism : Globalization and the Politics of Labor in the PRC*, Princeton University Press, 2005, p. 10.

98. HUANG Y., *Selling China : Foreign Direct Investment During the Reform Era*, Cambridge, Cambridge University Press, décembre 2002.

priété a évité une désorganisation en ouvrant de nouveaux types de propriété plutôt qu'en réformant les secteurs au cœur du système d'abord⁹⁹. Dès 1992, Jean C. Oi a identifié un « corporatisme local d'État » (« *local state corporatism* ») (LSC) comme le secret de la réussite de la Chine¹⁰⁰. La thèse sur le « corporatisme local d'État » proposé par Jean C. Oi a été la première tentative principale pour montrer comment la Chine est une exception à l'analyse de l'économie politique néo-classique qui soutient que la croissance économique est impossible avec la propriété publique, que les fonctionnaires d'État s'opposent toujours aux réformes du marché, et que l'État tend à être prédateur. La réforme fiscale de la Chine accordait aux gouvernements locaux le droit de retenir une part de l'impôt sur le revenu qu'ils prélevaient. Les gouvernements locaux étaient donc motivés à mobiliser et à coordonner les ressources dans leur juridiction pour développer la croissance économique et les entreprises. Ils ont créé et dirigé des entreprises publiques rurales (*TVE, township and village enterprises*) et pris les recettes pour payer les dépenses et les investissements. De cette façon, les gouvernements locaux ont fonctionné comme des entreprises, servant de moteurs au développement économique de la Chine. La thèse de Jean C. Oi sur le « corporatisme local d'État » expliquait donc pourquoi la Chine a pu réussir une croissance économique rapide, pourquoi les dirigeants chinois n'ont pas résisté à la réforme et pourquoi l'État chinois a été développeur plutôt que prédateur. Ces éléments de la thèse de Jean C. Oi représentent en effet un important défi pour l'économie politique néo-classique, selon laquelle la propriété privée représente une condition de la prospérité économique¹⁰¹.

Un quatrième élément du processus de libéralisation économique en Chine est important pour comprendre pourquoi il est intervenu en l'absence d'un changement politique. Le mode d'intégration de la Chine dans l'économie globale est intervenu sans la création d'une classe puissante d'hommes d'affaires privés, en se liant davantage aux capitaux étrangers¹⁰². Le PCC nommait les dirigeants des entreprises publiques (SOEs) et une grande partie des dirigeants d'entreprise privée. Les réformes du gouvernement des entreprises appliquées depuis la fin des années 1990 n'ont pas changé ce système de patronage. Le maintien de ce système a évité l'apparition d'une classe puissante d'hommes d'affaires privées. Ce système a permis aux élites dirigeantes de protéger leurs rentes dans les secteurs vitaux et d'utiliser les rentes pré-

99. GALLAGHER M.E., *Contagious Capitalism : Globalization and the Politics of Labor in the PRC*, Princeton University Press, 2005.

100. OI J.C., « Fiscal Reform and the Economic Foundations of Local State Corporatism in China », *World Politics*, vol. 45, octobre 1992, p. 99-126 ; OI J.C., *Rural China Takes Off : Institutional Foundations of Economic Reforms*, Berkeley, University of California Press, 1999, 253 p.

101. MA S.-Y., « Review : Understanding China's Reform : Looking Beyond Neo-Classical Explanations », *World Politics*, vol. 52, n°3, 2000, p. 586-603.

102. GALLAGHER M.E., *Contagious Capitalism : Globalization and the Politics of Labor in the PRC*, Princeton University Press, 2005, p. 11.

servées pour maintenir le soutien politique parmi les principaux acteurs. La capacité du régime à protéger et à réallouer les rentes a permis aux élites dirigeantes de conserver des ressources pour coopter de nouvelles élites sociales et de nouveaux groupes sociaux susceptibles de menacer leur autorité.

Le maintien de l'autoritarisme politique

Pour dire que ces pays émergents sont autoritaires, nous avons retenu les facteurs politiques qui présentent toutes les caractéristiques de l'autoritarisme : le système de parti unique, le système bureaucratique, l'absence d'élections, le clientélisme de parti, et l'absence d'État de droit.

Le système de parti unique

Avec environ 80 millions de membres, le Parti Communiste Chinois (PCC) a fait plus que simplement gouverner un pays. Il contrôle chaque branche du gouvernement, les médias et l'armée, mais il préside aussi de grandes entreprises publiques, et exerce un contrôle par le monopole de la sélection des principaux dirigeants. La domination du parti sur à la fois le monde politique et celui des affaires l'a fait plus puissant que jamais¹⁰³. Les leaders chinois contrôlaient non seulement le plus grand parti au monde, mais aussi le plus riche. Récemment, le parti a cherché à ajouter le secteur privé, la partie la plus dynamique de l'économie chinoise, par l'établissement de comités de membres à l'intérieur des entreprises non-étatiques. En retour, les entrepreneurs sont désormais les bienvenus comme membres du parti depuis le congrès de 2002. Les statuts du PCC fournissent encore une structure partisane léniniste traditionnelle. Cependant, des réformes ont apporté quelques changements à l'organisation du parti et à la composition de l'appartenance¹⁰⁴. Le principe de base de l'organisation du parti est demeuré le « centralisme démocratique ». Ceci créait un mode hiérarchique d'organisation sous la forme d'une pyramide. Le second principe essentiel est resté celui de la direction collégiale. Les statuts interdisent expressément « toutes formes de culte de la personnalité ». Le troisième principe concerne la protection des droits de la minorité dans le parti et cherche à rendre les membres individuels capables d'avoir des vues différentes de celles de l'organisation. Cependant ni les normes du parti, ni la discipline interne ne fonctionnent suivant ces règles.

La bureaucratie du parti et de l'État

L'organisation de la bureaucratie du PCC a peu changé depuis la période après Mao Zedong. Le but de Deng Xiaoping était non pas de réorganiser,

103. Mc GREGOR R., *The Party. The Secret World of China's Communist Party*, New York, Harper, 2010.
104. SAICH T., *Governance and Politics of China*, Palgrave-Macmillan, 2nd édition, 2004, p. 91.

mais de faire mieux fonctionner la structure existante. Ce n'était pas tant la structure du parti qui le concernait que le processus de prise de décision et d'application des politiques¹⁰⁵. Il y a eu une continuité de plusieurs éléments de léninisme, au style chinois. Trois éléments structurels de la direction léniniste d'un parti communiste sont restés : le système du personnel de la « nomenklatura » ; la « direction emboîtée » de relation entre le parti et l'État ou l'armée ; le contrôle du parti sur les médias. Assaillis par les frustrations sociales de plus en plus intenses et par les pressions pour la modernisation de la « capacité gouvernante » du parti État communiste, les leaders chinois ont adopté durant les années récentes une variété de mesures administratives pour étendre graduellement les mécanismes d'intégration, de consultation et de cooptation, sans en même temps élargir le domaine de la responsabilité politique. Un des objectifs de telles adaptations administratives était d'améliorer la performance gouvernementale et la capacité de l'État. Il y a, dans le cas chinois, plusieurs caractéristiques du régime bureaucratique autoritaire : le rôle politique d'un petit groupe de leaders soutenu par l'armée ; la dépendance des dirigeants politiques par rapport au personnel administratif ; les efforts de promouvoir la croissance économique ; et une vaste répression de différentes classes¹⁰⁶.

La direction collégiale

Le principe sur lequel repose le pouvoir du PCC est celui de la direction collégiale. Les statuts interdisent « toutes formes du culte de la personnalité ». Le Bureau Politique et le Comité Permanent du Bureau Politique sont les principaux organes de cette direction collégiale. Le CC élit le Bureau Politique, le Comité Permanent du Bureau Politique et le secrétaire général du parti. Ce sont les leaders au sommet du système politique. La composition de ces institutions est déterminée par les leaders du parti avant le Congrès. Les élections sont principalement cérémoniales, sans choix des candidats. Le Bureau Politique constitue la haute élite politique, avec habituellement pas plus de deux douzaines de leaders. Le cercle restreint constitue le Comité Permanent du Bureau Politique, avec pas plus d'une dizaine de leaders, qui se réunissent une fois par semaine, sous la présidence du Secrétaire Général du parti. Les membres du Bureau Politique et du Comité Permanent du Bureau Politique sont les principaux décideurs en Chine, en présidant un processus qui concentre un grand pouvoir au sommet¹⁰⁷. Il y a peu de connaissances sur les travaux du Bureau Politique, sauf le fait que ses réunions sont fréquentes et que la dis-

105. SHAMBAUGH D., *China's Communist Party : Atrophy and Adaptation*, University of California Press, 2008, 234 p.

106. O'DONNELL G., *Modernization and Bureaucratic-Authoritarianism*, Berkeley, Institute of International Studies, University of California, 1973.

107. MANION M., « Politics in China », in BINGHAM POWELL G., DALTON R.J., STROM K., *Comparative Politics Today : A World View*, New York, Addison Wesley Longman, 2007, p. 432.

cussion n'y est pas restreinte. La taille croissante du Bureau Politique dans le temps (11 membres en 1949 et 25, y compris les suppléants en 2002) explique qu'en 1956 qu'un Comité Permanent du Bureau Politique ait été créé comme une sorte de « cabinet restreint ». Ce comité a fonctionné régulièrement depuis 1956 et est l'autorité collégiale la plus haute dans le parti. Tous les membres du Comité Permanent sont des ingénieurs, comme le sont la majorité des membres du Bureau Politique. Ceci aide à expliquer à la fois le pragmatisme politique croissant et la croyance générale qu'il y a une solution technique aux problèmes de la société. En fait, quatre des neuf membres du Comité Permanent sont diplômés de la prestigieuse Université Tsinghua de Pékin¹⁰⁸.

Pourtant, la caractéristique principale a toujours été la domination du système par un individu important. De 1949 jusqu'à sa mort en 1976, Mao Zedong a dominé le parti et son leadership. Après un bref interrègne qui a suivi la mort de Mao Zedong, Deng Xiaoping a dominé le leadership de 1978 jusqu'à sa mort en 1997. Mais il n'a jamais occupé la position formelle de leadership dans le parti ou le gouvernement, bien qu'il siégeait au Comité Permanent du Bureau Politique jusqu'en 1987 et présidait la Commission Militaire Centrale jusqu'en 1989¹⁰⁹.

Depuis l'abolition du poste de président du parti en 1982, le leader suprême est le secrétaire général, une position tenue par Hu Jintao depuis 2004. Le changement dans la terminologie reflète les efforts pour promouvoir la direction collégiale, une réaction contre les normes des années passées quand Mao Zedong était le tout-puissant président du parti jusqu'à sa mort en 1976. Les deux derniers secrétaires généraux, Jiang Zemin et Hu Jintao, sont les représentants de deux générations de technocrates qui se sont élevés à des positions de leadership après la direction des révolutionnaires (les maoïstes) et des réformateurs radicaux (les partisans de Deng Xiaoping). Les nouveaux dirigeants technocrates possèdent beaucoup moins de pouvoir que leurs prédécesseurs. L'empreinte personnelle de Jiang Zemin et de Hu Jintao sur la politique et la société chinoise est beaucoup plus légère que celle de Mao Zedong et Deng Xiaoping. Le déclin du pouvoir personnel et la montée de la direction technocratique semblent être une évolution régulière des régimes communistes. La direction technocratique était un retour conservateur contre à la fois la révolution (première étape) et la réforme (la seconde étape). En dépit de l'accent mis par le PCC sur les normes du centralisme démocratique et de l'affirmation de Deng Xiaoping sur la nécessité de l'institutionnalisation, il est clair que le parti n'a pas inventé un mécanisme durable de régulation du débat sur le leadership et de traitement de la succession de ce leadership¹¹⁰.

108. SAICH T., *op. cit.*, 2004.

109. MANION M., *op. cit.*, 2007, p. 406-453.

110. SAICH T., *op. cit.*, 2004.

L'absence d'élections

En Chine, il n'y a pas d'élections au niveau national ou au niveau provincial. Les députés de l'Assemblée Nationale Populaire sont élus pour cinq ans par les députés des assemblées provinciales et des forces armées. Le PCC exerce un contrôle sur la nomination des candidats et sur la pratique habituelle d'un nombre égal de candidats et de sièges. Depuis le mouvement pour la démocratie de 1989, l'effondrement du communisme en Europe centrale et orientale ainsi que l'éclatement de l'URSS ont achevé de convaincre les dirigeants chinois que la réforme politique représentait un risque mortel pour le régime. Cependant des élections de comités de villageois sont organisées depuis 1988¹¹¹. Les candidats doivent être plus nombreux que le nombre des sièges à pourvoir. Le vote est secret. Les candidats doivent obtenir, pour être élus, un minimum de 50 % des voix. L'adhésion au PCC n'est statutairement pas obligatoire, mais la nécessité d'une allégeance aux principes politiques du régime. À la fin des années 1990, une minorité de villages chinois a connu des élections « démocratiques » à candidats multiples. C'est un processus long, institutionnellement complexe, loin d'être appliqué localement ou achevé politiquement. Mais il représente une réelle rupture avec les pratiques politiques antérieures. La « démocratisation au niveau local » comme instrument permettant une meilleure gestion, suite au démantèlement des communes populaires qui ont créé un vide institutionnel.

Le clientélisme de parti, les réseaux clientélistes

La réforme économique a produit une croissance et une prospérité sans précédent, mais aussi les conditions pour de nouvelles formes de corruption officielle. En Chine, le phénomène traditionnel des réseaux de type « guanxi » a débouché sur le développement du clientélisme et du patronage¹¹². Le pouvoir personnalisé et les relations avec des individus puissants sont décisifs au sein du système politique et de la société en Chine. La meilleure façon de survivre et de prospérer est de développer des relations personnelles (guanxi) avec un patron politique puissant. Ainsi, le leadership politique chinois est criblé de réseaux de relations personnelles et il est dominé par des liens entre

111. ZWEIG D. (HK University of Science and Technology) and SIU FUNG C., « Elections, Democratic Values and Economic Development in Rural China » *Journal of Contemporary China*, vol. 16, n°50, 2007, p. 25-45 ; BERNSTEIN T.P., LU X., *Taxation Without Representation in Rural China : State Capacity, Peasant Resistance and Democratization*, Cambridge UP, 2003 ; LI L., O'BRIEN K., « The Struggle Over Village Elections », in GOLDMAN M., MACFARQUHAR R., (ed.), *The Paradox of China's Post-Mao Reforms*, Cambridge, Ma, Harvard UP, 1999 ; SHI T., « Economic Development and Village Elections in Rural China », *Journal of Contemporary China*, vol. 8, n°22, 1999, p. 425-442 ; OI J.C., ROZELLE S., « Elections and Power : the Locus of Decision-Making in Chinese Villages », *The China Quarterly*, n°162, 2000, p. 513-539.

112. LAUTARD S., « Les réseaux d'influence », *Pouvoirs*, n°81, avril 1997, p. 123-137.

patrons et clients¹¹³. Ce système de relations entre patrons et clients conduit lui-même facilement à la formation de factions au sein du leadership. La base de telles factions est le partage de confiance et de loyautés datant de plusieurs décennies. Ce processus de formation des factions est lié à des intérêts institutionnels et régionaux, mais la nature des liens personnels permet d'identifier clairement de tels intérêts. Il est nécessaire de comprendre la nature informelle du corps politique chinois pour comprendre la nature de la prise de décision¹¹⁴.

L'absence d'un État de droit, mais la présence d'un État fort, avec répression et censure

L'État de droit (« *rule of law* ») est traditionnellement associé avec les idéaux de la démocratie libérale. Il implique une relation particulière entre les individus et l'État, dont l'essence est la protection des droits individuels par la limitation du pouvoir arbitraire du même État. La notion n'a pas de sens dans l'idéologie communiste traditionnelle, qui ne voit pas la loi (ou l'État) comme neutre. D'un point de vue communiste, la loi est une part de la politique. La loi est vue selon la perspective de la lutte des classes, comme une arme de l'État à utiliser dans l'exercice de la dictature. Les leaders communistes chinois n'ont jamais reconnu la règle de droit comme un point de vue légitime. En 1978, cependant, les leaders chinois ont commencé à faire revivre et à développer des idées et des institutions de légalité¹¹⁵. La réforme légale a commencé en 1978. Le système légal demandait une action urgente, pour plusieurs raisons. D'abord, il y avait un besoin immédiat d'établir la légitimité en rectifiant les erreurs du passé. Ensuite, Deng Xiaoping et d'autres leaders voulaient non seulement restaurer l'ordre public et la stabilité après des années de chaos et d'incertitude, mais aussi exprimer leur engagement à construire un nouveau système juridique comme substitut à la règle de l'arbitraire politique. Enfin, les leaders chinois espéraient que la nouvelle légalité encouragerait l'investissement et la croissance économique en promouvant la prévisibilité, à travers des règles transparentes et impartiales¹¹⁶. Un nouveau code pénal prend désormais en compte les changements intervenus dans l'économie chinoise. Les leaders chinois ont affirmé régulièrement un engagement à l'égalité devant la loi, afin que les officiels qui abusent de leur fonction publique et violent les lois puissent être punis. En pratique, le PCC,

113. PYE L., *The Dynamics of Chinese Politics*, Cambridge, Mass., Oelgeschlager, Gunn and Hain, 1981 ; PYE L., « Factions and the Politics of Guanxi : Paradoxes in Chinese Administrative Behaviour », *The China Journal*, vol. 34, juillet 1995 ; NATHAN A., TSAI K.S., « Factionalism : A New Institutionalist Restatement », *The China Journal*, vol. 34, juillet 1995.

114. DITTMER L., « Chinese Informal Politics », *The China Journal*, vol. 34, 1995, p. 1-34 ; DITTMER L., FUKUI H., LEE P.N.S., (ed.), *Informal Politics in East Asia*, Cambridge University Press, 2000.

115. MANION M., *op. cit.*, 2007, p. 406-453.

116. MANION M., *op. cit.*, 2007, p. 406-453.

à travers ses comités politiques et juridiques et son système de comité de discipline, protègent les officiels de l'égalité devant la loi dans les cas impliquant des abus de pouvoir. Un effort d'éducation juridique a permis la croissance des recours contre les agences gouvernementales et les officiels sous la loi de litige administratif¹¹⁷. La réforme légale n'a pas renforcé l'État de droit. La loi pénale chinoise stipule toujours la peine de mort dans les « circonstances sérieuses » de contrebande, viol, vol, escroquerie, trafic de femmes et d'enfants, et corruption officielle. Ensuite, la procédure criminelle est inquisitoriale (et non adversariale), centrée sur la détermination de la peine. Finalement, en dépit de l'abolition des crimes spécifiquement politiques de contre-révolution, les autorités chinoises reconnaissent « plusieurs milliers » de prisonniers politiques. Néanmoins, la nouvelle légalité a produit un changement significatif. Aujourd'hui, l'État chinois est plus contraint par les lois¹¹⁸.

Les failles au sein du régime autoritaire et les solutions pour y remédier

Face à la montée des mouvements sociaux et à l'éveil de l'influence des classes moyennes, le régime autoritaire a lancé des politiques visant à rassurer la population sur son avenir. Une grande politique d'« harmonie sociale » a été lancée par les autorités chinoises. Mais les grandes réformes politiques manquent.

La multiplication des mouvements sociaux

Dans les pays émergents, la croissance et les réformes économiques ont produit des conséquences socialement inacceptables. Les mouvements ouvriers (grèves, occupation d'usines, manifestations...) sont en forte augmentation, en raison des fermetures d'entreprises, des réductions d'emploi et du chômage. Mais c'est surtout en Chine que les conflits sociaux se sont multipliés¹¹⁹. Le gouvernement chinois est devenu de plus en plus inquiet à propos de l'augmentation rapide du nombre et de la taille des protestations publiques. Le ralentissement des exportations en raison de la crise économique et financière durant l'hiver 2008 a contribué à la fermeture de plusieurs milliers de petites et moyennes entreprises, forçant les ouvriers à trouver d'autres emplois ou à retourner chez eux à la campagne. La province de Guangdong, connu comme l'atelier du monde, qui avait été propulsé par une industrie d'exportation qui poussait le taux de croissance annuel de la Chine vers les 10 % et procurait du travail aux migrants des

117. *Ibidem*.

118. *Ibidem*.

119. « Protests in China. The Cauldron Boils », *The Economist*, 1^{er} octobre 2005, p. 52-53 ; CAI Y., *Collective Resistance in China. Why Popular Protests Succeed or Fail*, Stanford, Stanford University Press, 2010.

provinces intérieures, était en crise. Mais les circonstances ont changé rapidement à l'automne 2008. Le ralentissement des exportations contribua à la fermeture d'usines. Les problèmes sociaux liés au ralentissement de l'économie ont causé de l'anxiété au sommet du PCC¹²⁰. La question paysanne est aussi une des questions brûlantes. En Chine, ces dernières années ont vu se produire de nombreux soulèvements de paysans¹²¹. La dernière en date de ces révoltes est celle qui a vu plus de 20 000 paysans attaquer le siège du gouvernement du district de Fengcheng au Jiangxi pour protester contre les taxes arbitraires imposées par les autorités locales. La population rurale reste pléthorique, ce qui provoque un sous-emploi critique dans les campagnes. Appauvrissement, absence de pouvoir politique sont donc le lot commun des travailleurs des campagnes.

Depuis le plénum du comité central du Parti communiste chinois (PCC) d'octobre 2006, les dirigeants chinois ont élevé la notion d'« harmonie sociale » contre les inégalités et la corruption au rang de pensée quasi officielle. Elle incarne la volonté du président Hu Jintao d'infléchir le cours du développement économique vers plus de justice sociale, d'imprimer la marque de son mandat et d'affirmer pleinement sa main mise sur l'appareil. Pour Hu Jintao, il s'agit de poursuivre le tournant amorcé vers l'édification d'une « société socialiste harmonieuse ». Avec l'appui du premier ministre, Wen Jiabao, Hu Jintao s'est fixé une série d'objectifs ambitieux. Il s'agit de brider ou de mieux contrôler la croissance, afin d'éviter une dangereuse surchauffe économique et un creusement toujours plus profond des écarts de revenus. La direction du parti a compris que la poursuite effrénée de la croissance provoquait toujours plus d'agitation sociale et d'incidents plus ou moins violents. Il fallait changer non d'objectif, la prospérité et le développement, mais infléchir les moyens d'y parvenir¹²². La politique de la « société harmonieuse » cherche aussi à renforcer la stabilité du gouvernement autoritaire, notamment avec le retour du confucianisme. Le confucianisme a une fonction politique et vise à l'édification de nouveaux fondements moraux du pouvoir politique. Les vertus qu'estimait Confucius sont la souplesse, l'humilité, la compassion, et le souci du bien public¹²³. Le communisme n'inspire plus les Chinois. La relève doit être recherchée, en partie du moins, dans les traditions chinoises. Ce que le renouveau confucéen propose, c'est une alternative aux mœurs politiques occidentales. Les réformateurs politiques inspirés par le confucianisme prônent des idéaux politiques censés mieux

120. PEI M., *International Herald Tribune*, 9 juillet 2008.

121. O'BRIEN K., LI L., *Rightful Resistance in Rural China*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

122. PHILIP B., *Le Monde*, 13 octobre 2006.

123. BELL D.A., *China's new Confucianism : Politics and Every Day Life in a Changing Society*, Princeton, Princeton UP, 2008 ; BELL D.A., « Après Mao, Confucius ? Au-delà de son utilisation par le pouvoir chinois, le retour du confucianisme peut être le ferment d'une démocratisation », *Le Monde*, 2-3 mai 2010.

fonctionner que la démocratie à l'occidentale en termes de respect des intérêts de tous ceux qui sont affectés par les politiques gouvernementales¹²⁴.

La montée des classes moyennes

Pour beaucoup d'auteurs, les classes moyennes constituent la force dominante pour l'établissement et la consolidation de la démocratie¹²⁵. Elles jouent souvent un rôle important dans la création et la durée de la démocratie, même si elles ne sont pas suffisantes pour la créer, ni qu'elles la rendent inévitable. En 1966, Barrington Moore Jr avait résumé des décennies de recherche dans une formule : « pas de bourgeoisie, pas de démocratie ». Mais d'autres auteurs considèrent maintenant les classes moyennes comme marginales dans l'établissement de la démocratie. Dans beaucoup de pays émergents, les espoirs en faveur de la démocratie ont donné naissance à une période de désenchantement et de stagnation démocratique. Les sociologues américains ont toujours pensé que l'embourgeoisement de la société chinoise conduira, comme cela s'est produit historiquement en Europe et aux États-Unis, à des demandes pour l'établissement d'un régime démocratique. Cependant comme de nombreuses études le montrent¹²⁶, la montée des classes moyennes en Chine ne conduit pas à de telles exigences, mais plutôt à des demandes pour une bonne gouvernance. La situation à Singapour est un rappel que les régimes à parti unique peuvent bénéficier d'un large soutien parmi les classes moyennes en mobilité ascendante, aussi longtemps qu'ils procurent une administration compétente et un enrichissement personnel élevé¹²⁷.

L'adaptation du régime autoritaire

Assaillis par les frustrations et les pressions sociales intenses de la modernisation et conscients de façon croissante de la nécessité de soutenir la « capacité de gouvernement » de l'État parti communiste, les leaders chinois ont adopté, pendant les années récentes, une variété de mesures administratives destinées à augmenter graduellement les mécanismes d'inclusion, de consultation et de cooptation sociales, sans augmenter en même temps le domaine de la responsabilité politique et de la participation populaire¹²⁸. Certains auteurs ont mis l'accent sur l'existence d'un « autoritarisme fragmenté ». Les structures de prise de décision y seraient de plus en plus frag-

124. BELL D.A., « Après Mao, Confucius ? Au-delà de son utilisation par le pouvoir chinois, le retour du confucianisme peut être le ferment d'une démocratisation », *Le Monde*, 2-3 mai 2010.

125. MOORE B. Jr., *Social Origins of Dictatorship and Democracy : Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Boston, Beacon Press, 1966.

126. GOODMAN D.S.G., (ed.), *The New Rich in China. Future Rulers, Present Lives*, London, Routledge, 2008 ; LI C., (ed.), *China's Emerging Middle Class : Beyond Economic Transformation*, Washington DC, Brookings Institution Press, 2010.

127. CAMROUX D., « Cats, Mice and the Chinese Middle Classes », *Financial Times*, 22 janvier 2010.

128. BAUM R., « The Limits of Authoritarian Resilience », Paris, CERI, 17 janvier 2007.

mentées, en raison de l'existence de tensions bureaucratiques entre ou au sein des grandes administrations¹²⁹. D'autres auteurs insistent sur les luttes de factions au sein des élites politiques et économiques chinoises¹³⁰.

De récentes évaluations optimistes de l'amélioration de la qualité de la gouvernance chinoise par Dali L. Yang et Henry S. Rowen mettent l'accent sur une série de réformes et d'adaptations administratives adoptées par le gouvernement central durant la dernière décennie¹³¹. Dans son ouvrage, Dali L. Yang cite de nombreux cas de « bricolage administratif » par les dirigeants chinois¹³². La clé de l'optimisme de Dali L. Yang, dérivée de quelques exemples, repose sur sa perception que les leaders chinois ont démontré une impressionnante capacité d'apprentissage, mettant en œuvre des mesures administratives efficaces pour traiter des problèmes émergents et qu'ils ont donc réussi à combler le « trou béant » entre l'État et la société qui caractérisait la Chine dans les années 1980 et au début des années 1990. En conséquence, il croit que la « capacité étatique » de la Chine a augmenté substantiellement, bien que non démocratiquement. Mais ce point de vue a ses détracteurs¹³³. Jetant un œil critique sur les récentes réformes administratives de la Chine, Minxin Pei affirme que l'adaptation administrative, bien qu'elle puisse améliorer certains types de problèmes sociaux dans le court terme, est une impasse dans le long terme. Minxin Pei parle d'une « transition bloquée » (« *trapped transition* »)¹³⁴.

Le refus de la réforme politique

Les institutions, les pratiques, et la mentalité collective du régime autoritaire de la Chine posent un autre problème au progrès vers la démocratie¹³⁵. Mais surtout, dans tous les anciens pays communistes, la transition vers la démocratie est intervenue seulement après un effondrement soudain de l'ancien régime. Historiquement, aucun régime communiste n'a jamais connu un processus évolutif de transition démocratique. La transition démocratique peut intervenir le plus sûrement comme le résultat d'une crise du régime. Minxin Pei propose une relation négative entre des niveaux crois-

129. MERTHA A., « Fragmented Authoritarianism 2.0 : Political Pluralization of the Chinese Policy Process », *The China Quarterly*, vol. 200, 2009, p. 995-1012 ; LIEBERTHAL K., *Governing China : From Evolution Through Reform*, New York, W.W. Norton, 2004 ; OKSENBURG M., LIEBERTHAL K., *Policy Making in China : Leaders, Structures, and Processes*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

130. SHIH V.C., *Factions and finance in China : Elite Conflict and Inflation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008 ; LI C., « One Party, Two Coalitions in Chinese Politics », *East Asia Forum*, The Brookings Institution, 16 août 2009.

131. YANG D.L., « China's Long March to Freedom », *Journal of Democracy*, vol. 18, n°3, 2007, p. 58-64 ; ROWEN H.S., « When Will the Chinese People Be Free ? », *Journal of Democracy*, vol. 18, n°3, 2007, p. 38-52.

132. YANG D.L., *Remaking the Chinese Leviathan*, Stanford UP, 2004.

133. PEI M., « How Will China Democratize ? », *Journal of Democracy*, vol. 18, n°3, 2007, p. 53-57.

134. PEI M., *China's Trapped Transition. The Limits of Developmental Autocracy*, Harvard UP, 2006.

135. *Ibidem*.

sants de développement économique et la transition démocratique : les élites dirigeantes peuvent avoir moins d'incitation à se retirer du pouvoir, parce que la prospérité rend leur monopole politique plus précieux¹³⁶. Plus important, les élites dirigeantes autoritaires peuvent récolter des gains politiques à partir d'une croissance économique en expansion parce qu'une telle croissance aide à légitimer leur pouvoir et à justifier leurs politiques. Contrairement à l'affirmation qu'une croissance économique forte peut créer des conditions plus favorables à une ouverture politique, une prospérité en augmentation peut réduire la pression pour la démocratisation. En revanche, les frustrations créées par une vitesse réduite de la réforme économique peuvent forcer les leaders à rechercher une réforme politique. Tel apparaît bien être le cas avec l'expérience chinoise. L'impact négatif de la prospérité économique croissante sur la démocratisation accorde aussi aux élites dirigeantes plus de ressources matérielles pour renforcer leur capacité répressive et coopter des groupes d'opposition potentiels, spécialement des contre-élites. Par exemple, les efforts du PCC pour coopter l'intelligentsia et les entrepreneurs privés. La croissance rapide a donné au PCC les moyens économiques d'une cooptation politique.

La seule proposition de réforme concerne la démocratie interne. L'intérêt de Hu Jintao pour la démocratie semble tendre à l'utiliser seulement comme outil de gestion à l'intérieur du parti lui-même. La « démocratie interne » se manifeste dans un certain nombre de cas : assurer un processus rigoureux de sélection des dirigeants et permettre plus de candidats qu'il y a de postes à pourvoir dans le parti. Quelques membres du Comité Central ont été sélectionnés au bulletin secret aux précédents congrès, mais jamais le Bureau Politique. La stratégie de Hu Jintao repose sur deux éléments : maintenir le monopole du parti sur le pouvoir, tout en poussant pour rendre les dirigeants plus professionnels et plus responsables¹³⁷.

Mais des pressions pour la réforme politique se manifestent régulièrement. Depuis un discours à Shenzhen le 21 août 2010, pour marquer les trente ans de la création de la zone économique spéciale (ZES), le PM Wen Jiabao a évoqué à plusieurs reprises le thème de la réforme politique. Wen Jiabao a réaffirmé l'importance de la réforme politique et non pas seulement économique. Il a notamment relancé cette question dans un entretien accordé le 3 octobre 2010 à Time magazine et à la chaîne américaine CNN. Soulignant le besoin de réforme en Chine, ses déclarations ont été interprétées comme le témoignage de dissensions au sein des neuf membres du comité permanent du Politburo. Wen Jintao a insisté sur le fait que « les réformes politiques doivent sauvegarder les droits légaux et démocratiques du peuple » et

136. PEI M., *China's Trapped Transition. The Limits of Developmental Autocracy*, Harvard UP, 2006, p. 19.

137. MCGREGOR R., *Financial Times*, 12 octobre 2007.

« résoudre le problème systémique de la concentration excessive du pouvoir et des abus de pouvoir, afin de réunir les conditions pour que les gens puissent critiquer et surveiller le gouvernement ». Mais ces discours récents de Wen Jiabao ont été tronqués ou passés sous silence dans la presse chinoise. Alors que la ligne de défense du gouvernement dans l'affaire du prix Nobel de la Paix 2010, Liu Xiabao, est de dire que celui-ci est un « criminel », jugé et condamné par les lois chinoises, les propos tenus par Wen Jiabao sur CNN, prennent un sens nouveau : « Mon opinion est qu'un parti politique, à partir du moment où il est devenu le parti dirigeant, devrait être différent de ce qu'il était quand il se battait pour obtenir le pouvoir. Et la principale différence est que ce parti politique devrait agir en accord avec la constitution et la loi », a-t-il déclaré dans une condamnation voilée du statu quo actuel ¹³⁸.

Dans la Chine diverse d'aujourd'hui, il existe un camp de démocrates qui sont de plus en plus audacieux dans leurs critiques du régime autoritaire. Le terme de « réformes du système politique » désigne, dans le vocabulaire du PCC, les réformes administratives, internes au PCC, qu'il serait nécessaire d'adopter pour contrer un certain nombre de dérives comme la corruption ou les abus de pouvoir. Les discours de Wen Jiabao sont décrits par les partisans d'une démocratisation comme une volonté de reconnaissance des valeurs universelles de démocratie ¹³⁹. Hu Schuli, directrice du magazine chinois Caixin, affirmait que Shenzhen était le berceau d'une « deuxième réforme » ¹⁴⁰. Mais les conservateurs se sont aussi rassemblés rapidement pour défendre le statu quo. Le président Hu Jintao a adopté une ligne plus conservatrice quand il a visité Shenzhen quelque temps plus tard. Il a affirmé que la Chine « doit persister sur la route du développement politique avec des caractéristiques chinoises... et avancer son propre développement d'un système politique socialiste ». Alors que la Chine s'est modernisée durant la période du pouvoir de Hu Jintao et Wen Jiabao, elle a été limitée dans son évolution. L'emprisonnement de Liu Xiabao, le Prix Nobel de l'année 2010, montre la difficulté d'une opposition. Mais bloquer l'évolution dont la Chine a besoin pourrait être un chemin dangereux ¹⁴¹.

Conclusion

Il est possible de porter quelques constatations sur la construction de la démocratie dans les pays émergents.

138. PEDROLETTI B., *Le Monde*, 12-13 septembre 2010 et 16 octobre 2010.

139. PEDROLETTI B., *Le Monde*, 12-13 septembre 2010.

140. *Courrier International*, n°1040, du 7 au 13 octobre 2010. Voir aussi le numéro hors-série de *Courrier International*, « La Chine qui vient », octobre 2010.

141. FENBY J., « Political Reform is China's Fatal Flaw », *FT*, 15 octobre 2010.

D'abord, la pratique de la démocratie est désormais forte dans la plupart des pays émergents. Il est intéressant de noter que beaucoup de pays émergents ont réussi à consolider leur régime démocratique, lors de ces dernières années. C'est un phénomène récent pour beaucoup d'entre eux. Il est parfois fragile, mais il subsiste. Ces pays émergents démocratiques ont franchi beaucoup des obstacles menant à une consolidation réelle de la démocratie. Les performances économiques de ces pays ont renforcé leur stabilité politique et même sociale. Seule l'Argentine rencontre des difficultés dans la mise en œuvre d'un régime démocratique stable. Les crises économiques et financières, s'ajoutant à l'instabilité politique chronique de ce pays, ont multiplié les épreuves sur le chemin de la consolidation démocratique.

Ensuite, d'autres pays émergents, qui ont adopté des régimes communistes ou des dictatures militaires ou personnelles ou des régimes de monarchie absolue, n'ont jusqu'alors pas souhaité la mise au point d'une réforme politique allant dans le sens d'une libéralisation politique du régime autoritaire. Le maintien de ce régime est considéré comme essentiel pour la sauvegarde d'une forte croissance économique permettant au pays de profiter d'une plus grande prospérité. La réussite de ce modèle inquiète, car elle est susceptible d'inspirer les politiques d'autres régimes autoritaires. Mais cette menace concerne surtout les pays encore en développement ou les pays les moins avancés. Les pays émergents démocratiques semblent être suffisamment avancés dans la consolidation de la démocratie pour ne pas suivre un tel modèle.

Enfin, les pays émergents semi-autoritaires ou illibéraux posent un vrai problème : veulent-ils ou peuvent-ils s'éloigner de la situation intermédiaire dans laquelle ils se trouvent. Certains d'entre eux connaissent un développement économique avancé (comme Singapour), mais ne souhaitent pas, comme la Chine et le Vietnam, aller dans le sens d'une démocratisation pour ne pas menacer leur excellente performance économique (12 % en 2010 dans le cas de Singapour). Mais d'autres pays émergents mettent en avant des objectifs politiques, stratégiques ou diplomatiques, pour refuser une démocratisation susceptible de remettre en cause ces objectifs. Mais leur situation n'est pas figée. Des protestations menant à une révolution ou des réformes venant de l'intérieur du régime et menant à des élections libres sont toujours susceptibles de se produire et de remettre en route le processus de transition vers la démocratie.

Certains analystes font preuve d'un grand pessimisme sur l'évolution de ces deux types de régimes : les régimes autoritaires et les régimes « semi-autoritaires ». Ils signalent même un retour des grandes puissances autoritaires au premier plan de la vie internationale. Dans un ouvrage récent ¹⁴²,

142. KAGAN R., *The Return of History and the End of Dreams*, 2008 (traduction : *Le retour de l'histoire et la fin des rêves*), Paris, Plon, 2008. Voir aussi KAGAN R., « History's Back : Ambitious Autocracies, Hesitant Democracies », *Weekly Standard*, 25 août 2008 (traduction, « Les démocraties peuvent contre-attaquer », *Courrier International*, n°931, 4 au 10 septembre 2008.

Robert Kagan estime que les démocraties libérales doivent faire face au défi de la montée de grandes puissances non-démocratiques : les deux anciens rivaux de l'Occident pendant la guerre froide, la Chine et la Russie, opérant maintenant sous un régime capitaliste autoritaire, plutôt que sous un régime communiste. Selon cette vision, le monde est en train de se polariser en deux camps différents et d'entrer dans une ère de rivalité entre les États libéraux de l'Occident et les « autocraties », notamment la Chine et la Russie¹⁴³. Plusieurs développements récents semblaient soutenir ce point de vue. Le processus de transition vers la démocratie s'est arrêté. La transition s'est parfois inversée. Certains ont constaté que les régimes autoritaires sont en train de faire cause commune contre les États libéraux occidentaux, avec des alliances nouvelles comme l'Organisation de Coopération de Shanghai. D'autres auteurs pensent que ces pays pourraient établir un ordre autoritaire et capitaliste puissant qui participerait à l'économie globale selon leurs propres termes, comme l'Allemagne et le Japon l'ont fait¹⁴⁴.

Cette idée d'une montée en puissance des « autocraties » a fait l'objet de nombreuses critiques. Pour Daniel Deudney et G. John Ikenberry¹⁴⁵, la proposition que des autocraties sont en train d'émerger aujourd'hui comme alternative viable à l'intérieur du système capitaliste global est fautive. Il y a en fait de profondes contradictions entre les systèmes politiques autoritaires et les systèmes économiques capitalistes dans les autocraties capitalistes d'aujourd'hui. Des incapacités et des dysfonctions profondément enracinées sont inhérentes à la structure des autocraties. D'abord, le problème de la corruption. Ensuite, les régimes capitalistes autocratiques font face à de profondes contradictions liées à l'inégalité. Enfin, ces régimes doivent faire face à des limitations de leur performance à cause de la faible responsabilité et des flux insuffisants d'information. Les autocraties comme la Chine et la Russie ne représentent pas une alternative durable à la démocratie libérale. En fait, la poussée de la démocratie libérale est plus forte que jamais.

143. DELPECH T., « Le printemps des autocrates », *Politique Internationale*, n°121, 2008.

144. GAT A., « The Return of Authoritarian Great Powers », *Foreign Affairs*, juillet-août 2007 ; GAT A., *Victorious and vulnerable : Why democracy won the 20th century and how it is imperilled*, NY, Rowman and Littlefield, 2009.

145. DEUDNEY D., IKENBERRY G. J., « The Myth of the Autocratic Renewal. Why Liberal Democracy Will Prevail », *Foreign Affairs*, janvier-février 2009.